

Séjour au coeur de la rébellion - En terre maoïste

samedi 11 avril 2015, par [Jadarshini](#)

[En janvier 2010, l'activiste de premier plan pour les droits démocratiques Gautam Navlakha a accompagné l'écrivain suédois Jan Myrdal dans les jungles du centre de l'Inde, et a engagé la conversation avec la direction du CPI(maoïste). Dans l'essai qui suit, publié en exclusivité sur Sanhati (<http://sanhati.com/articles/2250/>), il approfondit l'étude des différentes facettes de la politique maoïste et de la vie socio-économique et culturelle dans la région du Dandakaranya.]

Lorsque toutes les injures ont été lancées et tous les épithètes employés contre les maoïstes, les demi-vérités et les contre-vérités commencent à prendre leur envol. Elles sont diagnostiquées, disséquées et diabolisées ; l'élite intellectuelle est réticente à regarder les choses en face. Néanmoins, nous sommes tout de même obligés de démystifier la réalité et de répondre à certaines questions fondamentales. Pourquoi cette guerre ? Qui sont ces gens, cette 'plus grande menace' pour la sécurité intérieure de l'Inde ? Quelle est leur politique ? Pourquoi légitiment-ils la violence ? Comment perçoivent-ils leur "guerre populaire", leurs objectifs politiques et comment se considèrent-ils eux-mêmes ? Comment ont-ils l'intention de bondir de leurs bastions forestiers vers le monde extérieur ?

Ce désir d'humaniser le diabolisé et d'apprendre à connaître les maoïstes de première main, c'est-à-dire pas simplement par des conversations, dans des livres et documents, mais de voyager, de faire connaissance et de voir par moi-même, grandissait depuis des années. Par deux fois, j'ai été proche de faire le voyage. La première fois, j'ai été lâché par deux jeunes journalistes qui ne se sont pas pointés au rendez-vous. La deuxième fois, je n'ai pas été en mesure de me préparer dans les brefs délais imposés. Je n'allais pas laisser passer celle-ci, ma troisième chance. En tout cas, ce qui suit est ce que j'ai - avec l'écrivain suédois Jan Myrdal - vu, entendu, lu, discuté, débattu et dialogué au cours d'un voyage de quinze jours en janvier 2010 dans ce que le CPI(maoïste) décrit comme une zone de guérilla où il dirige le Janatana Sarkar (JS) ou son "gouvernement populaire". Bien que la "zone de guérilla" soit toujours une zone de discorde et de contrôle entre le gouvernement et les insurgés, elle n'en reste pas moins une région d'où l'état indien a été obligé de se retirer et où il utilise la force militaire pour ré-établir son autorité.

Introduction

La vérité, dit-on, est la première victime de la guerre. Par conséquent, il n'est pas étonnant que le gouvernement indien nie le fait même de poursuivre une guerre contre le CPI(maoïste) ! On dit plutôt qu'il effectue simplement une "action policière" pour rétablir l'autorité civile. Une action policière évoque l'image de flics maniant la matraque ou le lathi (ndlt : terme hindi pour désigner une longue canne en bambou, très utilisée par la police) et tentant de rétablir l'ordre dans une situation tumultueuse. Alors qu'en réalité, ce sont 75 bataillons des forces paramilitaires centrales spécialement entraînés à la guerre dans la jungle, aidés par plus de 100 bataillons de la gendarmerie armée d'état, des bataillons de la Indian Reserve et des SPO, tous lourdement armés, qui ont été déployés [1]]. En outre, le ministre de l'Intérieur de l'Union, P. Chidambaram, a catégoriquement soutenu que le gouvernement indien avait un "droit légitime" pour faire usage "d'autant de force que nécessaire" contre les maoïstes (Times of India, 13 mars 2010). Un régime de contrôle extraordinaire est en vigueur, régime qui, entre autres choses, régleme l'entrée et la sortie dans les régions tenues par les guérilleros maoïstes, de manière un peu analogue à celle de l'entrée dans un autre pays. A moins d'être muni de cartes d'identité signées par le commissaire de police, les gens ne peuvent ni entrer ni sortir de la zone. Quant à la circulation des marchandises, elle a aussi été restreinte ; les marchés hebdomadaires ont été déplacés vers les camps de sécurité locaux où l'on doit s'inscrire et fournir une liste des membres qui ont besoin de ces rations, après quoi elles sont

fournies mais pour ne pas durer plus d'une semaine. Auparavant, les gens qui vivaient dans la forêt devaient marcher pendant quelques heures pour atteindre le haat (marché) hebdomadaire, mais maintenant, le temps de trajet requis est d'une journée entière, ou même deux, en raison de l'emplacement du marché et des contraintes supplémentaires (cartes d'identité, postes de contrôle, inscription aux camps, fouille des sacs).

Ce n'est pas à cause de ce pour quoi les maoïstes combattent depuis presque un demi siècle, le renversement de l'état indien actuellement en place, que la guerre a été déclarée. [2] De leur propre aveu, cela leur prendra encore 50-60 ans pour réussir. De plus, pour emprunter les mots du premier ministre faisant référence à leur puissance militaire, les maoïstes possèdent des "capacités modestes". La guerre actuelle n'a rien à voir non plus avec leurs actes de violences gratuits car le dossier des partis parlementaires est encore pire. En outre, le fait que plus de 62 ans après le transfert de pouvoir, 80% de notre population survit avec moins de ou juste 20 roupies par jour alors que les 100 familles du top possèdent des richesses équivalentes à 25% du PIB, invite au scepticisme quant à l'engagement des dirigeants indiens en faveur des vies et des libertés de l'écrasante majorité des Indiens.

A mon avis, l'"Opération Green Hunt" a été déclenchée parce que les maoïstes résistent de manière formidable à la mise en oeuvre de centaines de Memorandums of Understanding (MoUs - ndlt : protocoles d'accord) pour l'exploitation minière et les industries basées sur le minerai dans l'Inde principalement tribale, où ils jouissent d'un soutien considérable. [3] Sans l'affaiblissement de cette résistance, la politique minière du gouvernement de l'Inde comme du Foreign Direct Investment (FDI) restera latente. Il est bon de rappeler qu'il y a un consensus entre le Congrès, le BJP et le CPI(M) pour restreindre les activités politiques du "LWE" (ndlt : Left Wing Extremism - extrémisme de gauche) et pour créer une atmosphère, comme le dit le premier ministre, "propice à l'investissement" et au "rapide développement économique". Cela a jeté les bases d'un interminable massacre, comme on n'en n'avait pas vu au cours des 60 années écoulées depuis 1947. Ce sera un 'combat sans merci', dans lequel un camp se concentre sur la destruction du "LWE" et l'autre camp est déterminé à se défendre. Cela risque d'être une guerre d'usure prolongée. Ayant tellement misé dans cette politique et investi dans la poursuite de cette guerre, il n'est pas étonnant que le gouvernement ne montre aucun signe de renversement ou de modification radicale de ses politiques actuelles. En outre, il est même réticent à rendre public les MoUs signés par les différents gouvernements d'état, citant les "secrets commerciaux". En d'autres termes, le gouvernement indien a beaucoup de choses à cacher.

Les militants pour les droits démocratiques s'opposent à la guerre contre leur propre peuple, quel que soit le prétexte, parce que les aspirations politiques ne devraient pas être réprimées militairement. Derrière chaque guerre, il y a une longue histoire de lutte, en surface et pacifique. Au cours des 62 dernières années, quinze parlements ont été élus, et il est évident pour toute personne sagace qu'une grande majorité des électeurs continuent de rester pauvres, déresponsabilisés et tout juste en mesure de survivre. D'après notre expérience, on sait également qu'une fois que des lois sont invoquées sous la rubrique "sécurité nationale", elles criminalisent non seulement les activités légitimes, mais elles légitiment également en même temps les actes illégaux de l'état. Ceci signifie qu'une fois que l'état proscrie une organisation et met un frein à ses activités (telles que la propagande, le fait de s'organiser, etc.) alors, toute proposition d'aide à un membre de l'organisation interdite (par ex. assistance médicale, assistance juridique, ou même l'aide à un membre d'une telle organisation pour obtenir un emploi) ou d'assistance ou de prise de parole à un meeting organisé par elle revient à commettre crime. A supposer que cet interdit soit levé, les mêmes actions cessent d'incriminer. Ainsi, les faits les plus inoffensifs peuvent se voir empreints d'intention criminelle lorsque des préoccupations de "sécurité nationale" entrent en jeu. Il y a également de fortes chances pour que la preuve soit fabriquée, et les faits mal interprétés ou déformés pour convenir à l'objectif de l'état de réduire au silence les détracteurs de sa politique (objectif de contenir les soi-disant menaces pour la sécurité intérieure).

Nous sommes les témoins d'abus systématiques de la part des autorités qui exercent des pouvoirs arbitraires. En dehors des arrestations, des tortures et des fausses rencontres, l'état est devenu assez culotté pour réprimer les voix dissidentes en les accusant d'être des "sympathisants naxalites", comme si le fait d'être un naxalite ou un maoïste était criminel en soi. [4] Il a fallu que les juges de la Cour Suprême rappellent aux avocats du gouvernement que d'avoir des sympathies n'est pas un crime. Récemment, nous avons également assisté à une tentative de fonctionnaires représentant les gouvernements de l'Union et du Chhattisgarh pour essayer de tromper la Cour Suprême au sujet d'une prétendue embuscade qui a eu

lieu très tôt le 9 février 2010 à proximité de Gachichanpalli, dans le district de Dantewada, au Chhattisgarh. [5] Alors que d'une part, les fugitifs proclamés recherchés par le "first class magistrate" à Konta (Chhattisgarh) pour un crime de viol collectif présumé se déplacent effrontément dans la région du Bastar sous les yeux de la police, d'autre part, la police aborde, menace et dirige des bandes pour attaquer les activistes sociaux (et pas grand chose de ceci ne se fraye un chemin dans les journaux). Les activistes sociaux indépendants [comme Himanshu Kumar du Vanvasi Chetna Ashram (VCA)] ont été expulsés de ces régions, une équipe de femmes qui visitait Narayanpatna dans l'Orissa et des membres de la National Association of Peoples Movement qui sont allés au Dantewada (Chhattisgarh) ont été empêchés de visiter les régions pour garantir que la vérité au sujet de la guerre sale ne se faufile dans le domaine public. Même le ministre de l'Intérieur s'est effarouché à l'idée d'assister à une séance publique au Dantewada après avoir promis de le faire dans une interview publiée. D'ailleurs, les forces gouvernementales sur le terrain ont procédé à la démolition de l'ashram VCA, ont arrêté, tabassé et impliqué les membres du VCA dans des affaires criminelles, ont empêché les activistes sociaux d'atteindre le Dantewada et de se ranger du côté des foules menées par les contrevenants déclarés. C'est ce climat répressif de guerre qui fait qu'il nous incombe de ne pas succomber aux diktats officiels pour façonner nos convictions mais de plutôt aller au-delà de la propagande officielle pour comprendre par nous-mêmes les maoïstes qui sont notre propre peuple.

A l'intérieur de la zone de guérilla

La première chose qui frappe celui qui pénètre dans une zone de guérilla au Bastar, où les maoïstes gèrent leur propre gouvernement, le Janatana Sarkar (JS), est la forme de salut. Tout le monde, vieux et jeunes, hommes et femmes, villageois ou membres du parti, se serre la main, lève le poing et vous salue "Lal Salaam". La deuxième chose qui frappe est la quantité de femmes dans le JS comme dans chaque section ou compagnie de la Peoples' Liberation Guerilla Army (PLGA) ou de la Peoples' Militia. Plus d'une section a une femme commandant. En fait, la section venue pour nous escorter était dirigée par une femme. Elles ne sont pas seulement au commandement, mais elles exécutent aussi les tâches les plus risquées, exactement de la même manière que les hommes partagent avec les femmes les tâches de la vie quotidienne telles que le ramassage du bois, la collecte d'eau, l'allumage du feu et la cuisine. Il est assez remarquable de voir comment, dans les sections, les femmes et les hommes se comportent les uns avec les autres. Tous portent jusqu'à 20-25 kilos de charge se composant de leurs armes, rations et fourniment. Tous sont experts en couture et en confection. En fait, ils sont plutôt bons non seulement en réparation, mais en couture de leurs propres fourniments dans lesquels ils transportent leurs vêtements, livres, munitions, magasins et articles de toilette. Lorsque la sangle de mon sac à dos s'est cassée, elle fut réparée par un des jeunes hommes de la section. Ce fut un travail bien fait. Tandis que l'uniforme est fait sur mesure à l'intérieur de la "zone de guérilla", les chaussures et les articles de toilettes sont achetés au marché à l'extérieur. La troisième chose qui vous frappe est la propreté. L'eau est bouillie. Pour les latrines, ils creusent un trou à une certaine distance du campement et mon compagnon Jan Myrdal fut très impressionné parce qu'a-t-il dit, cela lui faisait penser à la conception militaire suédoise pour les toilettes sur le terrain. Quatrièmement, mais de façon davantage frappante, à peine leurs corvées sont-elles effectuées, que ce soit la nuit ou le jour, presque tous les membres de la PLGA sortent leurs livres et lisent ou sortent leurs blocs-notes et écrivent. Chaque JS divisionnaire publie son propre magazine en gondi/koyam. [6] L'un dans l'autre, 25 magazines sont imprimés régulièrement au Dandakaranya (DK) et distribués à l'intérieur. En fait, j'ai vu une sérigraphie de tracts pour la grève générale de trois jours du 25 au 27 janvier 2010 une semaine avant le programme. Globalement, les gens n'ont aucun mal à suivre les rapports, là où ils sont coincés, c'est l'analyse. La méthode pour s'attaquer au problème est celle des discussions de groupes. Un article est lu à haute voix et chacun est encouragé à expliquer ce qu'il en a compris et par le dialogue et les discussions, la signification et le(s) idée(s) sont expliquées et comprises. La priorité est donnée à l'éducation, qui est encouragée. Quatre manuels scolaires ont été préparés par le JS pour les étudiants jusqu'au cinquième niveau (maths, sciences sociales, politique et hindi) et quatre sont en préparation (histoire du DK, culture, biologie et sciences générales). Tout le monde fait les corvées à tour de rôle depuis la vigie jusqu'à la cuisine. Puisque nous étions des invités de l'extérieur, nous avons plus de liberté. Mais la première chose qu'ils font, c'est bouillir l'eau.

Une fois qu'ils en ont fini avec leur rituel du matin, c'est l'heure de l'entraînement physique. A 8h, ils mangent leur petit-déjeuner. Le petit-déjeuner peut varier entre du "poha", du "khichri" (riz et graines de lin), etc., mélangé avec des cacahuètes et est suivi par du thé. Le dîner et le souper se composent de riz avec des légumineuses et du subzi (curry). La nourriture est simple mais nourrissante. Une fois par semaine, ils reçoivent de la viande. Selon la disponibilité, le Revolutionary Peoples Committee fournit du poisson ou du porc (Un RPC est un organe élu qui administre de trois à cinq villages. A peu près 14-15 de ces RPC constituent un Area RPC. Et 3-5 ARPC constituent une Division). Quelques fois, comme par exemple lorsque j'ai voyagé jusqu'au Abujmaad, tout ce que nous avons reçu, c'est du "khichri" avec des cacahuètes. Mais c'était simple, savoureux et nourrissant. Bien entendu, avec chaque repas, on nous offrait des piments verts qui sont considérés comme une riche source de vitamine C ! Le lait est rare, donc on utilise du lait en poudre pour le thé. Les fruits tels que les bananes et les papayes ne manquent pas dans les régions du JS. Il n'y a pas d'heure fixée pour aller dormir, mais à 22h, invariablement, tout le monde se retire pour la nuit. Les camps ne sont jamais au même endroit, ils ne cessent de changer de place. Un morceau de plastique est étalé et les gens se couvrent avec une ou des couvertures et dorment. Pour nous, leurs invités, ils avaient étendu un châle sur le morceau de plastique et ils avaient déroulé un autre morceau de plastique au-dessus de nos têtes pour nous protéger contre l'abondante rosée matinale. On nous servait le thé au lit quand nous nous réveillions. Tandis que la forêt était utilisée pour les rituels quotidiens, au fil des ans, ils ont affiné leurs techniques et des trous à merde sont creusés et ensuite recouverts avant le déplacement du camp.

Les gens regardent des films choisis. Lorsque j'étais là, deux films furent passés à la demande populaire (m'a-t-on dit) - "Rang de Basanti" et "Mangal Pandey". Cependant, cela n'est possible que quand un homme du parti relativement haut placé leur rend visite avec un ordinateur portable. Ordinateur portable, demandez-vous ? Comment rechargent-ils les ordinateurs portables ? Et bien, chaque compagnie, voire chaque section, a des panneaux solaires qui sont utilisés pour faire fonctionner les lampes, les ordinateurs et ainsi de suite. Les émissions de télévision et les débats sont téléchargés sur YouTube, copiés et diffusés parmi les compagnies. J'ai été étonné d'apprendre que plus d'un débat auquel j'avais participé avaient déjà été regardés. Certains trouvaient que j'avais l'air en meilleure santé à l'écran ! Mais bien sûr, la préférée d'entre tous est Arundhati Roy. Elle parle anglais, donc je leur ai demandé comment ils la suivaient. Il s'avère que certains des camarades supérieurs traduisent pour les autres ce qu'elle a à dire. On m'a posé beaucoup de questions à son sujet. Oui, elle a un assez bon groupe d'admirateurs à l'intérieur de la jungle aussi ! Ils écoutent la radio et le personnel de la PLGA aime écouter avec avidité une émission radiophonique qui transmet des spéciales de chansons du cinéma hindi passées à la demande des "faujis" (soldats). Mais leur programme favori est le journal de la BBC qui est écouté par tout le monde, chaque matin et chaque soir. Ils suivent la radio d'information locale pour ses reportages négatifs avec l'idée que les informations qui les accusent sont des informations à leur sujet. Dans une section, presque une personne sur trois a une radio. Le journal et les magazines leur parviennent après plusieurs jours. Les livres sont principalement téléchargés sur internet. Oui, il y a des endroits avec un accès à Internet. Le reste est de l'ingéniosité humaine. La nuit, les lampes à énergie solaire sont bien utiles pour que les gens se rassemblent et lisent. Ou s'assoient autour du feu et bavardent.

Et l'alcool et le tabagisme ? Après tout, la population tribale au Bastar brassent ses propres boissons. Le Sulfi et le Mahma sont assez courants. Il est plutôt intéressant de constater qu'alors que le parti n'autorise pas l'ouverture de magasins IMFL (ndlt : Indian Made Foreign Liquor) dans la zone du JS, il n'empêche pas le brassage des boissons traditionnelles. Mais un membre du parti boit rarement. On attend des membres du parti qu'ils ne boivent ni ne fument pas. Même si les feuilles de tendu sont disponibles en abondance, il n'interdit pas mais déconseille vivement le tabagisme. Et le JS mène des campagnes de propagande contre le tabagisme et l'alcoolisme. Lorsque j'y étais, on m'a dit que deux personnes allaient annoncer publiquement qu'elles arrêtaient de fumer et inciter les autres à en faire autant. Il fut intéressant pour moi de constater que pas une personne dans le camp, ni dans la section qui m'accompagnait, n'a fumé ni n'a bu.

Apprendre à les connaître

Pendant les quelques premiers jours, les gens avaient peur de parler parce qu'ils ne pouvaient pas me

situer. Etais-je Indien ? Si oui, comment pouvais-je converser avec Jan Myrdal dans sa langue ? De plus, ils ne parlaient pas trop couramment le hindi, et n'étaient pas sûrs que je comprenais le chhattisgarhi qu'ils connaissaient mieux et savaient que je ne connaissais pas le gondi ni le koyam. Mais après les quelques premiers jours, la curiosité a triomphé et ils ont commencé à converser. Lorsqu'ils ont découvert que je pouvais parler et écrire en hindi, et que j'étais un Indien qui avait vécu à l'étranger mais vivait maintenant à Delhi, ils ont pu commencer à me situer. C'est devenu clairement plus facile quand nous avons commencé à chanter ensemble. Ils m'ont posé des questions sur la manière de vivre des gens à Delhi. Les gens ont-ils du travail ? Combien gagnent-ils ? Comment vivent-ils ? Pourquoi la révolution n'a-t-elle pas réussi alors que Marx et Engels y vivaient et y travaillaient ? N'y a-t-il pas de lutte de classe là-bas ? Pourquoi les Talibans et autres djihadistes bombardent-ils les mosquées et visent-ils leur propre peuple et pas l'armée américaine ? Comment se fait-il que les Cachemiris n'ont pas un parti qui lutte pour leur libération ? Chaque question nécessitait des réponses qui ne pouvaient pas être superficielles. J'ai appris et désappris. Les trente années du mouvement les ont rendus conscients du monde en dehors de leurs forêts. Ils savent que les peuples se battent pour se libérer de l'oppression en Palestine, en Irak, en Afghanistan, au Sri Lanka, au Cachemire, au Nagaland, au Manipur et en Assam. Malgré qu'ils soient limités d'un point de vue géographique, leurs esprits n'étaient pas déformés. Une fois encore je me suis rappelé de ce que j'avais découvert en tant qu'étudiant, que les gens qui luttent sont sensibles. Mais le plus important encore, la différence entre ceux qui parlent, comme les Palestiniens, le Hezbollah libanais, les Latinos-Américains ou les Sud-Africains, un langage universel et donc peuvent établir un rapport avec d'autres luttes, et ceux qui, au contraire, ont une vision plus étroite qui se fichent pas mal des luttes populaires ailleurs ou sensiblement différentes des leurs. Mais ce qui m'a aussi frappé, c'est que l'intelligentsia indienne mondialisante est, ironiquement, plus provinciale et moins cosmopolite que les habitants indiens de la forêt vivant sous le Janatana Sarkar. Eux, qui vivent dans les jungles, peuvent s'identifier aux luttes populaires ailleurs à la différence de l'intelligentsia urbaine qui, en dépit de son accès à l'information, ne sait pas ou ne peut pas s'en soucier moins.

En parlant aux paysans adivasis tant à l'intérieur que dans les régions attenantes à la zone de guérilla, trois arguments au sujet de l'accélération de la lutte au Bastar ces derniers temps sont apparus. Premièrement, que la guerre déclenchée par le gouvernement est menée au nom des grosses sociétés pour saisir la terre adivasi. Les paysans adivasis sont eux avertis que s'ils ne donnent pas leur consentement et ne prennent pas l'indemnisation offerte, ils perdront non seulement leur terre, mais il se peut de surcroît qu'ils ne reçoivent jamais de compensation (Le Adivasi Mahasbaha, dirigé par le CPI, aurait persuadé les gens d'accepter pour une indemnisation plus élevée). Intrigué d'entendre ceci de la part de plusieurs personnes, j'ai commencé à me renseigner sur ce que cela voulait dire. Ce que cela signifie, c'est qu'il se peut qu'ils ne reçoivent pas d'indemnisation. On m'a dit que des 'agents' de la société les prévenaient que s'ils n'acceptaient pas "l'offre", leur argent irait à d'autres. On m'a ensuite expliqué que les incidents de chèques frauduleux refusés ou de chèques délivrés à des personnes autres que des propriétaires terriens sont assez fréquents. Deuxièmement, un refrain courant est que la compensation financière offerte a une valeur injuste pour une terre qui les a non seulement tous nourris tout ce temps, mais qui est leur unique garantie pour assurer les moyens d'existence de leurs descendants. En outre, on m'a signalé que ce n'est pas juste la terre, mais également les arbres tels que le "sulfi", le manguier, le tamarin et ainsi de suite qui les nourrit et leur rapporte des bénéfices. Troisièmement, après avoir vu ce qui s'est fait à Bailadilla, les "vikas" (développement) dont parle le gouvernement est "bunkum" (n'importe quoi). Pendant toutes ces années, les tribaux se sont débrouillés tout seuls en recevant une aide dérisoire du gouvernement, et maintenant, quand les sociétés veulent leur terre, le gouvernement parle de "développement". Ils veulent que le gouvernement les laisse tranquilles. Un vieux paysan adivasi a dit que si "ils tiennent tant à nous amener le "développement", qu'est-ce qui les en a empêchés toutes ces années, ou qu'est-ce qui les empêche maintenant de développer l'agriculture ?" A une réunion à l'intérieur de la jungle, lorsque nous parlions à certaines personnes plutôt vieilles, elles ont dit quelque chose qui ne nous a pas quitté. "Nous sommes vieux et nous avons vécu notre vie, donc même si je dois offrir ma vie pour empêcher le gouvernement de nous retirer notre terre, je le ferai parce que je dois garantir que nos enfants ne doivent pas quitter cette terre". "Nous tous" a-t-il dit en désignant d'autres de sa génération, "nous ne bougerons pas et nous allons combattre. Voyons combien d'entre nous seront tués par l'armée. Est-ce qu'ils pensent qu'ils peuvent nous tuer tous ? Nous savons nous battre". La colère était visible. J'ai demandé ce que je devrais dire aux gens à l'extérieur. "S'il vous plait, dites leur

que leur sarkar (ndlt : titre pour désigner une autorité politique) leur ment. Aujourd'hui, ils emportent ma terre et ma forêt, demain, ils emporteront ma vie. Cette forêt et cette terre, c'est notre vie". J'ai lu à haute voix ce qu'avait dit le ministre de l'Intérieur, P. Chidambaram à Tehelka : "Dans mon esprit, je suis totalement convaincu qu'aucun pays ne peut se développer à moins d'utiliser ses ressources naturelles et ses ressources humaines. Les richesses minérales sont des richesses qui doivent être récoltées et utilisées pour la population. Et pourquoi pas ? Souhaitez-vous que les tribaux restent des chasseurs et des cueilleurs ? Tentons-nous de les conserver dans une sorte de musée anthropologique ? Oui, nous pouvons laisser les minerais dans le sol pendant encore 10.000 ans, mais est-ce que cela amènera le développement à ces gens ? Nous pouvons respecter le fait qu'ils vénèrent la colline Niyamgirhi, mais est-ce que cela mettra des chaussures à leurs pieds ou leurs enfants à l'école ? Est-ce que cela solutionnera le fait qu'ils souffrent de sévère malnutrition ? Et n'ont pas accès aux services de santé ? Le débat au sujet de l'exploitation minière dure depuis des siècles. Il n'y a rien de neuf". Mais, ont-ils dit, nous ne sommes pas ceux qui sont affamés ici. Mais, et ceux à l'extérieur alors, ai-je demandé. "Eux aussi peuvent en profiter si on permet au JS de les atteindre". Donc, vous ne voulez pas de développement', me suis-je obstiné. "Non, nous ne voulons pas que ces gros capitalistes en provenance de l'extérieur nous mettent à sac. Nous savons ce qui s'est passé à Bailadila". (Voir Gautam Navlakha et Asish Gupta, "The Real Divide in Bastar", EPW Vol XLVI No30, 15 août 2009)

Et les meurtres ?

J'ai posé un grand nombre de questions à mes compagnons. Je leur ai parlé des allégations selon lesquelles le parti tue les gens et brûle leurs maisons. Que les gens sont tués au moindre prétexte, accusés d'être des "indicateurs". Mais à l'unisson, mes compagnons ont protesté, "nous ne tuons, ni ne pillons, ni ne violons". Nous aidons les gens. L'un d'entre eux, Chetu, a dit : "Je viens du sud du Dantewada où la Salwa Judum n'a pas épargné les filles et les violait". Ils harcèlent les civils sans défense. Pourquoi ne viennent-ils pas nous combattre plutôt que de tuer des villageois ? Sukhal a dit que son plus jeune frère était en prison et enfermé dans ce que l'on appelle le "gola", qu'il est obligé de rester en position assise avec des chaînes aux chevilles et aux poignets. Il est dans le Dandakaranya Adivasi Kisan Mazdoor Sanghtan (DAKMS) et c'est son crime. Est-ce que cela veut dire qu'ils ne tuent jamais ? Non, ce n'est pas ce que nous avons dit, nous tuons seulement "l'ennemi du peuple". Mais qui sont ces ennemis du peuple, ai-je persisté ? Toute personne qui s'oppose au parti est-elle un ennemi du peuple ? Non, cela n'est pas vrai. Pour nous, il n'est pas important que vous considériez le parti comme votre ennemi, ou que vous vous y opposiez ou que vous le critiquiez, mais si vous vous rangez du côté des forces gouvernementales et travaillez avec elles, alors vous êtes un ennemi du peuple. Je les ai interrogé au sujet des sanctions infligées à de telles personnes et ai obtenu cette réponse, "Nous ne tuons pas tous ceux considérés comme ennemis. Notre parti empêche que les indicateurs soient tués. Ce n'est que quand elles ne s'amendent pas malgré des avertissements répétés que des personnes pareilles sont tuées". Je me suis souvenu de ce que le General Secretary du CPI(Maoist) (GS) avait dit dans l'interview qu'il nous avait accordé à Jan Myrdal et à moi en janvier 2010 :

"... dans une des zones d'extension, il y a un épisode au cours duquel, de connivence avec l'Inspector General of Police, 33 membres appartenant à deux villages sont devenus des agents de l'ennemi. Dans ce contexte, nos camarades y sont allés et ont géré le problème. Tandis que les villageois voulaient infliger la peine de mort au principal agent de police, le parti est intervenu pour donner une chance à cette personne de comprendre son erreur".

Pourrait-il y avoir une différence dans la façon de travailler du parti dans le DK, où il a son propre JS ? Ou est-ce simplement une citation sélective d'affaires où la peine capitale n'a pas été attribuée ? Je ne sais pas. Mais au plus j'y pense, au plus j'ai tendance à croire que le JS au DK n'aurait pas pu survivre et s'agrandir s'il s'était lancé dans un massacre.

Sukhal m'a demandé si j'avais vu les fils à haute-tension.

"Oui" ai-je dit.

"Savez-vous que lorsque la milice populaire dans cette région a fait sauter des tours l'année dernière, le parti a convoqué une réunion, les a critiqués et leur a dit que c'était mal ?"

"Qu'a dit le parti et pourquoi la milice populaire l'a-t-elle fait ?" ai-je demandé ?

'Le parti leur a dit qu'en faisant comme ça, ils touchaient les pauvres dans les villes qui souffrent plus que n'importe qui d'autre parce que les riches ont des groupes électrogènes'.

'Qu'est-ce que les membres de la milice populaire ont dit pour leur défense ?'

"Ils ont tenté de le justifier en disant qu'ils pensaient que c'était une bonne manière d'attirer la police avec son équipe de réparation et alors de leur tendre une embuscade".

"Cela veut-il dire que la milice populaire peut entreprendre des embuscades en suivant son propre jugement ?"

"Non, généralement elle en informe la PLGA".

"Donc, le parti évite-t-il les embuscades ? Alors qu'en est-il des nombreuses déclarations d'embuscades ça et là, des explosions de mines terrestres et ainsi de suite ?" J'ai posé cette question au commandant de la PLGA Ramu.

Il a dit que bien qu'ils organisent des embuscades, la situation est telle que chacune d'entre elles est élaborée avec soin et prend du temps à préparer parce que 'nous sommes plus faibles que l'ennemi. Nous ne pouvons pas nous permettre de frapper à volonté et d'être imprudents. Nous évitons généralement d'attaquer "l'ennemi" à moins que nous ne soyons prêts. Nous sommes également d'avis qu'il faille nous concentrer sur ces attaques qui peuvent procurer des armes. Il a dit qu'ils n'avaient rien à voir avec les deux personnes qui, d'après le ministre de l'Intérieur de l'Union P. Chidambaram qui a pris la parole à Raipur, avaient été tuées pour être entrées dans l'armée il y a quelques jours (21 janvier 2010 ?). D'abord, nous ne savons pas si un tel incident s'est produit.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Il a dit que le parti reconnaissait toujours les actions qu'il effectuait même si cela tournait mal pour lui, raison pour laquelle les gens comme moi le critique. Il a ajouté qu'ils considèrent que c'est de la "critique positive", mais qu'ils ne peuvent rien faire concernant les incidents qui ne sont pas de leur fait. Faisant référence au harcèlement de l'état envers Himanshuji (du Vanvasi Chetna Ashram), il a dit : "Durant toutes ces années, nous avons été accusés de le harceler. Maintenant, c'est l'état qui a démoli son ashram. Nous nous excusons pour tout ce que nous faisons de mal, mais comment peut-on nous reprocher des meurtres dans lesquels nous n'avons rien à voir ? Nous sommes dans une période de défense stratégique et quand nous agissons, ce n'est pas seulement une action militaire, mais comme vous l'a dit notre GS, un bond en avant politique et organisationnel. Par conséquent, chaque action est préparée".

"Et les actes de décapitation ou l'utilisation de détonateurs contre un train au Jharkhand ?" ai-je demandé. "Etaient-ils préparés ?" "Cela ne fut pas bon pour nous" a-t-il dit. Et le parti a reconnu son erreur. J'ai fait remarqué que chaque fois qu'ils commettent une erreur pareille, le parti s'excuse. Par conséquent, comment est-ce que cela aide le mouvement à faire des progrès ? Est-ce que cela ne soulève pas des questions au sujet de l'indiscipline ? "Ecoute" a-t-il dit 'je connais la situation au DK, mais je ne peux pas parler d'autres régions".

J'ai soulevé des questions au sujet des meurtres de travailleurs du parti CPI(M). Pourquoi était-il nécessaire de les tuer ? Etaient-ils corrompus, opprimaient-ils la population ? Le parti était-il d'accord avec la demande populaire de vengeance ? Si pas, ont-ils tenté de réfréner les gens en indiquant que les meurtres irresponsables leur ferait du tort et qu'en outre, cela ne leur vaudrait pas de nouveaux amis ? Si les classes moyennes urbaines ont tort de s'apitoyer sur de tels meurtres, comment ont-ils l'intention de les gagner à la cause de la révolution ? Si les soldats de la révolution ne peuvent pas maintenir la discipline et s'abstenir de commettre des meurtres de vengeance, comment le parti a-t-il l'intention de gagner le soutien de la population ? Ils ont écouté mais ont évité de répondre en disant qu'ils ne croient pas en la violence gratuite. Un dirigeant haut placé à qui j'ai lancé toutes ces questions a dit qu'il ne pouvait pas répondre sans lire le rapport du comité d'état compétent. C'est bien qu'ils aient refusé de succomber à l'acceptation de la critique au pied de la lettre, même celle de quelqu'un "d'assez favorable", sans vérifier les faits. Mais ce que j'ai constaté, c'est qu'il n'a pas rejeté ma critique. Lorsque j'ai dit au dirigeant haut placé que si le parti ne pouvait pas maintenir la discipline, ils devaient re-réfléchir quant à savoir si leurs forces étaient politiquement outillées pour mener une "guerre populaire", il a demandé si c'était mon opinion ou une opinion partagée par d'autres. Quand je lui ai dit que je partageais ce que beaucoup ressentaient, il a hoché la tête.

Mais je me demande toujours à quel niveau se décide quand, où et comment une action doit être exécutée. Est-ce le parti ou la brigade qui le décide ? Si une brigade effectue une action sans la permission du parti, quelles sont les sanctions infligées ? Par exemple, qui a donné le feu vert au massacre de Jammui du 17

février 2010 [7] ? Ou à l'utilisation de détonateurs contre le train de voyageurs Tata Bilaspur le 27 novembre 2009 [8] ? Et pourquoi le parti n'est-il pas parvenu à empêcher les gens de procéder à des exécutions à Lalgarh si le parti y était opposé ? Les questions posées furent écoutées, mais il n'y eut aucune réponse excepté qu'ils prendraient assurément en considération ma critique. On m'a également dit que des mesures disciplinaires étaient toujours prises bien que tout le monde n'en vient pas à le savoir. Je n'étais pas plus avancé au sujet des incidents particuliers que j'avais soulevé et de ce qui était fait. Mais ils ont aussi affirmé qu'il n'y avait pas besoin de s'embarquer dans une comparaison entre le Dandakaranya et le Bihar-Jharkhand et qu'il ne fallait pas que je tire de conclusions hâtives. En fait, certains d'entre eux avaient l'air assez troublés que je n'arrête pas de mentionner ces incidents qui s'étaient produits dans d'autres zones. Je reconnais que je pourrais me tromper et qu'au Bihar, au Jharkhand et au Bengale occidental, le mouvement, en dépit de ses différentes histoires, pourrait être profondément ancré parmi la population. Cependant, un grand nombre des incidents récents, lesquels étaient répréhensibles, s'étaient produits au Bihar-Jharkhand, en Odisha et au Bengale occidental. Egalement, contrairement à ailleurs, le JS avait pris racine parmi la population au DK dans une histoire de plus de deux décennies durant lesquelles le parti a été en mesure de créer une structure alternative, pratiquement incontestée, sur une base relativement longue et plus stable. Ceci leur a permis d'instaurer leur hégémonie par le consentement plutôt que par la contrainte et ceci se reflète même dans la constitution du JS. C'est cette hégémonie idéologique qui est la source de leur force et de leur pérennité. Bien sûr, il faut ici que j'introduise une mise en garde : même ailleurs, l'hégémonie idéologique pourrait aussi bien être consensuelle en raison d'un grand nombre d'autres facteurs tels que les réformes, le travail incessant du parti parmi les plus opprimés, ... Mais chaque région a une différente histoire de lutte. Alors que je crois que ceci pourrait justifier des différences dans l'expérience et la pratique entre le DK et d'autres régions, la question de son étendue et de savoir si cela crée des conditions considérablement dissemblables sont des points sur lesquels je suspend mon jugement en attendant d'avoir visité des zones de guérilla au Bihar et au Jharkhand.

Quoi qu'il en soit, on m'a donné une copie des excuses publiques diffusées par le DK Special Zonal Committee du parti le 28 avril 2009 et adressées aux familles de ceux qui avaient été tués dans l'explosion d'une mine terrestre le 16 avril 2009. L'affiche-brochure dit :

"Nous savons qu'en demandant pardon, vos chers disparus ne reviendront pas et que nos excuses n'essuieront pas vos larmes. Mais nous souhaitons vous dire que notre parti n'avait aucune animosité envers vos êtres chers. C'était un accident. Les serviteurs du gouvernement, y compris les policiers et le personnel policier ordinaire postés avec les formations paramilitaires ne sont pas nos ennemis. Vous pouvez alors nous demander pourquoi nous attaquons les forces de police et les forces paramilitaires ? Pourquoi plaçons-nous des mines terrestres ? Ou pourquoi ne devons faire usage de la 'violence' ? En fait, le système est responsable de ceci... Vous savez très bien que chaque agitation et chaque lutte pacifique est confrontée aux charges menées aux lathis et aux tirs de balles. Nous ne sommes ni des extrémistes ni des terroristes comme le propage ce gouvernement de classes exploiteuses. Nous sommes des enfants de travailleurs, de paysans et de classes moyennes. Nous organisons les gens dans les régions tribales arriérées contre leur exploitation et leur oppression afin qu'ils puissent se battre pour leurs droits..."

Elle continue en faisant remarquer qu'à et autour de Singaram dans le sud du Bastar le 4 janvier 2009, 19 Adivasis ont été tués et que quatre d'entre eux étaient des femmes. Les femmes ont d'abord subi un viol collectif avant d'être tuées. A Minkapalli dans l'ouest du Bastar, six Adivasis ont été tués. Depuis 2005, au moins 1000 Adivasis ont été tués, des centaines de femmes violées, 700 villages incendiés.

"Tout ceci est effectué pour céder les richesses minérales des forêts du DK aux multinationales et aux capitalistes étrangers. C'est contre cette violence que nous sommes contraints de répondre avec "violence". Si nous n'avions pas résisté, ils auraient atteint leur objectif. Bien entendu, les soldats dans les forces policières et paramilitaires appartiennent à des familles de travailleurs et de paysans ordinaires ou à des familles de classe moyenne, mais ils sont devenus des instruments aux mains des exploiters et attaquent ceux parmi lesquels ils ont grandi. Tuer, piller, violer, procéder à des arrestations illégales, accepter des pots-de-vin, ... c'est la pratique courante de la force de police. Plus d'une fois, nous avons distribué des brochures leur demandant de ne pas attaquer les pauvres et les exploités. C'est dans ce contexte que nous utilisons des mines terrestres et que nous attaquons la police et les forces armées". Ceci est loin de l'attitude "on l'avait bien dit" des critiques réactionnaires ou de l'attitude "ça arrive dans la guerre de classe" des inébranlables sympathisants, les uns et les autres isolés de la lutte quotidienne

alors qu'en travaillant parmi la population apparaît la nécessité de séparer le bon grain de l'ivraie et d'accepter les erreurs lorsqu'elles se produisent. Ils n'ont pas une seule fois répliqué en étant dédaigneux à toutes mes questions pleines de sous-entendus et de temps en temps posées dans un style de forgeron. Même s'ils étaient réticents à parler d'autres régions, ils étaient disposés à parler de ce qu'ils font eux-mêmes au DK. La politique est pour ainsi dire aux commandes ici. Par conséquent, distribuer des milliers de tracts pour présenter des excuses publiques était un pas dans la bonne direction. Parce qu'ils savent qu'ils doivent rendre des comptes à la population et que s'ils veulent être pris au sérieux, ils doivent agir de façon responsable.

Pourquoi n'ont-ils pas peur ?

J'ai demandé à tout ceux que j'ai rencontré s'ils n'étaient pas effrayés de l'énorme déploiement de troupes, des camps établis d'une telle façon que la zone de guérilla est encerclée et du quasi-blocus économique (ce qui est considéré comme un acte de guerre en vertu de la loi humanitaire internationale) qui a été imposé. Une des réponses fréquemment rencontrée fut "nous devons nous battre pour mettre le pouvoir populaire en place" (apni rajya satta ke liye ladna padega). "Mais n'avez-vous pas peur ?" "Si nous commençons à avoir peur, le "sarkar" essaiera de nous effrayer encore plus." D'où tirent-ils leur confiance ? Je l'ai demandé à Sukhmati, une jeune femme soldat, alors qu'elle s'en allait inspecter la route flanquée de deux camps de forces de sécurité et qu'elle serait la dernière personne à traverser la route. N'avez-vous pas peur de vous charger de la part la plus risquée de la tâche, première à atteindre la route et dernière à la quitter ? Elle a souri et a dit "Depuis que je suis enfant, j'ai vu les policiers pénétrer dans mon village et nous menacer. Je ne les crains pas". "Mais comment combattez-vous une force si redoutable ?" "Mes compagnons m'ont dit qu'ils ne craignaient pas l'armée puisqu'ils ont l'avantage de se battre sur leur propre terrain. Mais les SPO leur coupent l'herbe sous le pied parce que ces gens viennent de villages dans la forêt. Sauf que les propensions criminelles des SPO incitent les gens à chercher un abri ou du soutien auprès des maoïstes".

Quand j'ai posé cette question à Sonu, responsable du DK, il a dit que lorsque la Salwa Judum avait été lancée en 2005, on leur avait sans cesse posé la même question pendant six mois. On nous demandait ce que nous allions faire maintenant que les villages étaient attaqués et incendiés et que les membres du parti et les sympathisants étaient pourchassés et tués. Certains nous disaient de nous retirer. Un grand nombre de mukhias (ndlt : chef du panchayat ou conseil villageois), de commerçants et de professeurs ont commencé à croire que cette fois, le gouvernement allait l'emporter et ont commencé à propager cette position. Moins de six mois après, les rôles étaient inversés.

"Donc, que s'est-il passé ?"

"En février 2006, le parti a répondu. Ils ont été capables de rallier la population. D'abord, ils ont fait le maximum pour réhabiliter ceux qui s'étaient fait déplacer à l'intérieur des forêts, les mobiliser et les avertir que leur déplacement était destiné à dépeupler les forêts et à les donner aux entreprises minières. Les membres du parti leur ont rappelé les luttes menées par leur parti contre le département forestier, les entrepreneurs forestiers, la police aussi bien que contre leurs propres chefs. Le parti a également mentionné la révolte de Bhumkal contre le Raj britannique, leur rappelant que sans se battre, ils n'avaient aucune chance de protéger les acquis obtenus par la population et leur a demandé de rejoindre la milice populaire pour s'opposer à la Salwa Judum. Cela semble assez facile. Mais protéger ceux qui échappaient aux truands de la SJ, leur procurer un abri, les réintégrer, leur donner de l'espoir et du courage n'était pas commode à un moment où le parti était montré du doigt pour les liquidations et devait en même temps parer une campagne de diffamation déclenchée par des activistes 'neutres' justifiant pratiquement la Salwa Judum en déclarant que le parti était lui-même à blâmer pour l'avoir causée. Cependant, il aurait été presque impossible pour les maoïstes de s'opposer à la Salwa Judum s'ils n'avaient pas eu le soutien populaire pour s'acquitter de cette tâche véritablement monumentale".

C'est ce que le GS a voulu dire quand, dans l'interview, il a affirmé que :

"les gens nous sollicitent. La population demande même aux nouveaux cadres moins expérimentés qui sont chichement armés d'aller visiter ces régions. Par exemple, dans le district de Sonbhadra dans l'Uttar Pradesh, les villages nous ont eux-mêmes sollicité. Et puis de nouveau, les projets pour nous étendre de Rayagada vers Nayagarh sous la forme de l'Opération Ropeway conformément à laquelle fut

orchestré le raid Nayagarh nous ont donné la possibilité de nous développer dans cette région en seulement huit à dix mois. Par conséquent, le raid Nayagarh avait non seulement une importance militaire, mais aussi une portée politique étant donné qu'il y avait des raisons stratégiques derrière. Puis de nouveau, l'opération Vikas fut entreprise pour nous étendre dans la région de Manpur (Chhattisgarh) dans les plaines. Et les gens nous sollicitent et leur confiance est élevée. Si nous nous développons de cette façon, nous grandirons vraiment et développerons la guérilla. Si nous poursuivons comme ceci et étendons la guerre avec succès, alors à plus long terme, les situations politique et économique ne manqueront pas de changer et, sous la pression, l'état s'effondrera. Actuellement, l'état fait délibérément des frais militaires, mais au plus la guerre s'étend et se développe vers davantage de nouvelles régions, au plus il dépensera. A plus long terme, cela devrait mener à l'échec. Nous menons notre guerre avec ce plan stratégique".

Par conséquent, il n'était pas difficile pour moi de croire Sonu lorsqu'il disait que la période du SJ avait vu un énorme bond dans le recrutement pour la milice et la PLGA. Il a également fait remarquer que deux fois auparavant, en 1990-91 et en 1997-98, quand la "campagne jan jagran" fut déclenchée par les exploiters locaux, la police et l'administration, le mouvement s'était fortifié. Je lui ai demandé si cela voulait dire qu'ils s'attendaient à ce que la même chose se passe maintenant alors que, selon leur propre revendication, ils font aujourd'hui face à une force comptant 250.000-300.000 hommes dans le DK. On a rappelé l'analogie établie par le secrétaire général au sujet de la "ruche". Si des millions de personnes se révoltent, alors même cette force forte de quelques centaines de milliers d'hommes n'est pas de taille. Mais la population répondra-t-elle à leur appel ? La confiance affichée par les aînés pour préparer les membres du parti et la réponse prosaïque donnée par les membres ordinaires, donnent l'impression qu'ils croient que la population se battra, même s'ils concèdent qu'ils ont subi des pertes sous la forme d'arrestations d'un grand nombre de cadres dirigeants et de meurtre de dizaines d'activistes.

Donc, qu'est-ce qui les fait tenir contre vents et marées, malgré la propagande malveillante et la perte de camarades ? Que font-ils lorsqu'ils sont confrontés à de tels revers et à de telles pertes ? Qu'est-ce qui leur donne la confiance et le courage de continuer ? Le refrain commun est "l'amour et la confiance du peuple". Ceci transparait également dans les brochures qu'ils publient de temps en temps. Un pamphlet publié par le Dandakaranya Special Zonal Committee pour la grève de trois jours (25-27 janvier 2010) contenait un appel à la police et aux forces paramilitaires les invitant à réfléchir à pourquoi le gouvernement avait déclenché l'Opération Green Hunt. Le pamphlet, après leur avoir rappelé qu'ils livraient une guerre dans l'intérêt des capitalistes et des multinationales étrangères et qu'on leur demandait de "tuer et obtenir une récompense, ou de se faire tuer et recevoir un dédommagement", leur rappelait leurs origines de classe et leur demandait de cesser d'utiliser leurs armes contre leurs propres frères de classe, acte qui leur valait la haine populaire. Un autre pamphlet, dans le cadre de leur campagne de recrutement (du 2 décembre 2009 au 10 février 2010) pour la PLGA contient un appel aux garçons et aux filles sans travail du Bastar à ne pas rejoindre les forces armées du gouvernement. Le tract dit que lorsqu'on rejoint la PLGA, "vous ne recevrez aucun salaire mais la nourriture, les vêtements et les besoins personnels seront satisfaits et vos familles seront aidées par le Janatana Sarkar. Ce que vous gagnerez sera l'amour et l'affection du peuple. Tandis que si vous rejoignez les forces armées du gouvernement, vous recevrez un salaire et le droit de piller, de tuer et de violer, mais vous gagnerez également la haine éternelle du peuple et on ne se souviendra pas de vous. Au contraire, votre mort sera fêtée". Un autre tract dit au personnel des forces armées du gouvernement que leur guerre est analogue aux guerres menées par les agresseurs étrangers contre notre peuple et que le "gouvernement ne vous considère comme rien de plus que des animaux. En fait, pas mieux que des esclaves. Parfois, vous êtes qualifiés de chiens (greyhound), parfois de serpents (cobra) et parfois de chats (Black cats)".

Cette confiance et cette force pour poursuivre contre vents et marées ne sont pas arrivés du jour au lendemain. Il a fallu trente années de sacrifices, de vies pénibles et de travail altruiste de la part de centaines de jeunes hommes et de jeunes femmes pour passer d'une poignée pour devenir un mouvement de masse. Pour s'implanter d'une telle façon qu'aujourd'hui, la deuxième génération du mouvement au DK est essentiellement composée d'Adivasis. Un membre haut placé du parti m'a dit en souriant que la troisième génération se préparait. Je ne comprenais pas ce qu'il voulait dire et lui ai demandé d'expliquer. Il m'a dit que depuis l'an dernier, le parti a lancé une Basic Communist Training School où ils prennent 25-30 jeunes dans la tranche d'âge entre 12 et 15 ans et pendant six mois, ils suivent une formation intensive. Il leur font découvrir les concepts fondamentaux du MLM (marxisme-léninisme-maoïsme), leur

enseigne les langues (hindi et anglais), les maths, les sciences humaines, l'informatique, l'utilisation de différents types d'armes et ils effectuent également des travaux pratiques en se joignant à une équipe de travail des Revolutionary People's Committees (RPC) où ils passent une semaine ou deux à travailler avant d'être diplômés. Cette année, ils projettent d'introduire aussi ceci dans d'autres divisions. Et pourtant, les maoïstes sont essentiellement des Adivasis indifférenciables de leurs frères d'ethnie pour ce qui concerne la naissance, la langue et le mode de vie. Bien entendu, il y avait des membres du parti venant de l'AP et je les ai rencontrés aussi. Il est reconnu que l'on acquiert une bonne partie du langage corporel et de la modulation vocale d'un groupe dominant après un certain temps. C'est tellement vrai. Il était difficile pour moi de savoir qui était qui, qui venait de l'extérieur et qui était autochtone étant donné que tout le monde a plus ou moins la même apparence, et en fait, parle et écrit le gondi. Bien sûr, je ne connais pas le gondi ni aucune autre langue indienne à part le hindi et je peux suivre, avec peine, le bengali et le penjabi. Mais ce qui est évident, c'est que la langue principalement parlée et comprise par tout le monde dans le coin est le gondi. Il y eut quelques occasions où j'ai entendu des gens converser en télougou même si, pour de nombreuses raisons, ni le télougou ni le hindi ne sont des langues étrangères dans le DK.

Par conséquent, la confiance découle également du fait que la majeure partie des cadres ici sont autochtones. Le GS nous a dit qu'il n'était pas facile de survivre à la vie rude qui est exigée des membres du parti dans le DK. Je me suis souvenu que Murali m'avait dit que des deux brigades qui étaient entrées dans le DK en 1980, seuls deux membres, lui et Kosa Usendi restent, les autres ont soit été tués, ont abandonné ou n'ont juste pas pu faire face à la vie à l'intérieur de la forêt. Le GS a dit que plus d'un camarade venant de l'extérieur, après quelques mois, avait voulu laisser tomber le travail à temps plein pour le parti et avait quitté la forêt. Ceci signifie également que les cadres issus de l'extérieur ne sont pas la principale source de soutien pour le parti, et qu'il a ses racines parmi la population locale.

Avec un intérêt tellement important, le parti ne souhaite-t-il pas fonctionner ouvertement ? Murali m'a dit que les organisations de masse du parti ne sont peut-être pas déclarées, mais que c'est sûr qu'elles sont là. Elles fonctionnent au point que ces organisations non déclarées sont le fer de lance des luttes et entrent dans les négociations lorsque la situation le justifie. Le GS nous a dit qu'il était important de se garder de se laisser embourber dans le légalisme et l'économisme et de se souvenir que les masses doivent être préparées à la prise de pouvoir. Dans l'interview, il a approfondi les diverses tendances au sein du mouvement Naxalbari et comment les différentes sections ont commencé à s'éloigner de la voie de la "prise du pouvoir à l'échelon régional" et ont commencé à parler de préparer les masses pour une insurrection armée et/ou de démasquer le parlement de l'intérieur, mais sans avoir ni une structure clandestine ni des brigades armées et sans faire beaucoup de révélations. Plus tard, alors que je parlais avec un membre supérieur, il a rapporté une citation selon laquelle "le travail légal est important mais il ne faut pas fonctionner légalement jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour fonctionner tout court".

Au cours des discussions, notre conversation a viré en direction de ce qui s'est passé à travers le monde en termes de débat idéologique entre ceux qui préconisent de travailler pour la prise du pouvoir d'état et les autres qui travaillent plutôt pour une politique d'inclusion en restant un mouvement social conservant une forme légale indéfinie. D'une certaine manière, le parti et le syndicat sont d'abord perçus comme fermés et antidémocratiques. Il ne fut pas nié qu'il y avait des problèmes. Le GS a expliqué comment les résultats partiels ou les réformes avaient précédemment été ignorés et comment toute l'importance avait été placée sur la prise définitive du pouvoir et donc l'accent placé sur la nécessité de combiner l'immédiat avec le définitif, ce qui avait autrefois été négligé. C'est la raison pour laquelle ils consacrent tant de leur temps à consolider ce qu'ils présentent comme "l'économie populaire".

Je leur ai demandé s'ils toléraient les activités de développement de l'état. Et si oui, les toléraient-ils dans les zones de guérilla ? Est-ce que cela ne mine pas leurs efforts pour instaurer leur propre autorité ? La réponse fut que là où ils ne sont pas eux-mêmes en mesure de fournir une aide à la population, ils ne s'opposent à aucune activité qui profite à la population, que ce soit la santé, l'éducation, une garantie d'emploi, etc. Cependant, là où ils ont le contrôle, ils entreprennent des réformes qui profitent à la population. D'ailleurs, ils ont également dit que, par exemple, ils ne perturbent pas les patrouilles de routine de la police et des forces paramilitaires. Cela arrivera, disent-ils. Mais ils ne veulent pas s'engager dans un combat avec eux à moins d'y être préparés. N'y aura-t-il pas une différence entre la réaction à l'égard des réformes dans les régions où le JS dirige et les régions où ce n'est pas le cas ? Eh bien, d'après le GS "[D]ans les zones où sont situés les camps ennemis (forces de sécurité), même dans ces villages, nous avons des Revolutionary People's Committee où le travail continue toujours. Des centaines de

personnes ont bâti des bassins en ayant parfaite connaissance des forces de sécurité dans les camps". Maintes et maintes fois, on nous a dit que les maoïstes ne sont contre aucune réforme en faveur de la population telles que celles mises en place dans les zones où leur propre mouvement n'est pas solide ou n'a pas le contrôle, et où par conséquent, ils sont incapables de fournir une aide à la population. Dans de pareils cas, ils luttent pour la mise en oeuvre de ces réformes. Je me souviens avoir lu une invitation lancée par le parti au Jharkhand à l'équipe de la Planning Commission pour rencontrer leurs dirigeants de l'état pour discuter de la pauvreté en milieu rural. Par contre, là où ils gèrent une administration parallèle et où ils sont forts, ils entreprennent leurs propres réformes, en "renforçant l'économie populaire par l'encouragement du mouvement coopératif". C'est-à-dire qu'ils entreprennent les réformes d'une façon telle qu'elles exploitent l'énergie collective des gens en améliorant leurs conditions matérielles plutôt que d'attendre que quelqu'un ne vienne et ne les sorte d'affaire. On m'a rappelé ce que devait dire le rapport du Expert Group constitué par la Planning Commission pour étudier "les problèmes de développement dans la région touchée par l'extrémisme" : "le but du rapport (est) de voir comment le gouvernement peut faire disparaître les causes d'agitation par des moyens constitutionnels et légaux et redonner confiance dans le système de gouvernance établi par la constitution et la loi à la population affectée". (3.1.3) A la différence du paternalisme ou de la bienveillance de l'état tels qu'exprimés par la Planning Commission, comme si une faveur était accordée aux gens en échange de leur non-engagement dans la résistance armée, le parti suivait une ligne pour permettre aux gens, les plus opprimés en tête, de lutter et de réaliser leurs aspirations en participant à la construction de leur propre destinée. Entre les deux réside une différence majeure.

On m'a dit que bien qu'ils accueillent les réformes, ils sont conscients que ceci constitue aussi un élément des opérations de contre-insurrection, un élément de "répression et réformes" - d'abord terroriser les gens afin qu'ils commencent à voir les réformes comme un soulagement et commencent à croire que quelque chose est fait. Ceci est également connu sous le nom de "winning hearts and minds" ou WHAM, en vertu duquel divers programmes sont lancés. Par conséquent, dans les districts du Bijapur, du Dantewada, du Malkangiri, du Rayagada, du Chatra, du Palamu, du Hazaribagh et du Gaya, différents programmes sont encouragés dans le cadre de programmes-pilotes et ceux-ci sont connus sous le nom de Janmabhoomi, Vana Sanrakshan Samiti, Astha Shibir, Yuva Shakti, Gaonbandi, Three Tents Programmes, etc. Il est aussi propagé que le socialisme et le communisme sont démodés, que ce sont des idéologies perdantes et que la révolution ne peut pas réussir. Un membre haut placé du parti a dit qu'il était significatif que le gouvernement indien propage qu'il soit nécessaire d'employer la violence pour protéger les gens des périls du communisme et pour éradiquer la menace maoïste. "C'est une façon", a-t-il dit, "de préparer le peuple indien à s'habituer à la violence et à l'accepter comme quelque chose de nécessaire. C'est également destiné à envoyer le message que l'état indien est très puissant et que ce n'est qu'une question de temps pour qu'il débarrasse le pays de cette 'menace'". Mais il a dit qu'ils étaient prêts. "Le parti", a-t-il dit, "prend la Salwa Judum pour ce qu'elle est, à savoir comme la première phase d'une offensive totale".

Sonu a fait remarquer que l'objectif derrière la SJ était de "vider l'eau pour attraper le poisson" et de créer des "hameaux stratégiques". "Le gouvernement pensait que nous nous ferions achever". Il a dit qu'auparavant, lorsque le parti utilisait le terme "fasciste", les gens ne pouvaient pas comprendre ce qu'il voulait dire. Mais avec la SJ, cela est devenu possible. Par conséquent, la SJ est devenue un bon professeur, négatif sans aucun doute. Cela a aidé à clarifier la confusion. Un grand nombre d'opposants au parti ont changé d'avis quand ils ont vu le déplacement à grande échelle accompagné d'incendie, de pillage et de viol. D'autres se sont rendus compte que la SJ était destinée à se débarrasser du mouvement de telle sorte que quelque chose qui leur avait bien servi, le JS, allait être détruit, leur force organisée réduite, et/ou que leur terre forestière pourrait alors être cédée aux entreprises. Il n'exagérait pas. Examinez ce que devait déclarer une version provisoire officielle du rapport à ce sujet. Les auteurs du "Committee of Agrarian Relations and Unfinished Taks of Land Reforms" (2009) du Ministry of Rural Development qui a maintenant été censuré par les éditeurs gouvernementaux expose les causes à l'origine de la Salwa Judum et qu'elle a un rapport direct avec les concessions minières :

"Il y a eu une première résistance (en 2000) à l'acquisition des terres et au déplacement de la part des tribaux. L'état, sous une résistance farouche, a renoncé à ses projets. Un des arguments avancés fut 'on ne mène pas les Murias en bateau', c'est une question de vie ou de mort, et les Murias ne redoutent pas la mort. Une nouvelle approche était nécessaire si les riches filons de minerai de fer devaient être exploités.

La nouvelle approche est apparue avec la Salwa Judum, signifiant euphémiquement chasse pour la paix. Ironiquement, la Salwa Judum était dirigée par Mahendra Karma, élu dans le camp du Congrès et leader de l'opposition, soutenu sans réserve par le gouvernement dirigé par le BJP. La Salwa Judum était dirigée et peuplée par les Murias, certains d'entre eux étant d'anciens cadres et dirigeants locaux du Communist Party of India (Maoist). Derrière eux, les marchands, les entrepreneurs et les mineurs attendent le résultat fructueux de leur stratégie. Dans la quête de la "paix", les premiers financiers de la Salwa Judum furent Tata et Essar. La première attaque de la Salwa Judum fut contre les villageois Muria qui avaient toujours un devoir d'allégeance envers le Communist Party of India (Maoist). Cela s'est avéré être une guerre ouverte entre frères. 640 villages, d'après les statistiques officielles, furent mis à nu, réduits en cendre et vidés à la force du fusil et avec la bénédiction de l'état. 350.000 tribaux, la moitié de la population totale du district du Dantewada, furent déplacés, leurs femmes violées, leurs filles tuées et leurs jeunes mutilés. Ceux qui n'ont pas pu fuir dans la jungle furent rassemblés dans des camps de réfugiés dirigés et gérés par la Salwa Judum. D'autres continuent à se cacher dans la forêt ou ont migré vers les zones tribales voisines du Maharashtra, de l'Andhra Pradesh et de l'Orissa. 640 villages (dans le district du Dantewada) sont vides. Les villages assis sur des tonnes de minerai de fer sont efficacement dépeuplés et disponibles au plus offrant. La dernière information diffusée est que Essar Steel et Tata Steel sont tous les deux disposés à racheter le site vide et à gérer les mines".

Domages collatéraux

La Ramakrishna Mission (RKM) gère cinq écoles, appelées les Vivekanand Vidya Mandirs, dans de la région d'Abujmaad dans le Bastar. Celles-ci se situent à Akabeda, Irrakbhatti, Kachchapal, Kundla et Kutul. A ces endroits, ils dirigent également des centres médicaux et des magasins à prix équitables. Les écoles fonctionnent pour l'instant, mais les magasins à prix équitables ont été fermés et les centres médicaux fournissent aujourd'hui un service réduit au strict minimum. Auparavant, un médecin faisait une visite au centre médical tous les mercredis, mais depuis 2005, cela a été supprimé. Pourquoi ? Parce que l'administration a déclaré que les infrastructures médicales étaient également utilisées par les maoïstes et que le médecin soignait aussi les Naxals. Lorsque j'ai demandé si les membres du bureau de la mission avaient fait savoir à l'administration que non seulement, ce n'est pas un crime de soigner quelqu'un, mais qu'il y a une ordonnance de la Cour Suprême qui dit que personne ne peut être privé d'aide médicale simplement parce qu'il/elle est accusé d'être un extrémiste/terroriste, la réponse ironique fut que c'est peut-être vrai mais qu'il y a une distance de plusieurs milliers de kilomètres entre la Cour Suprême et le lieu où ils se trouvent.

En termes concrets, ceci signifie qu'il y a un blocus économique, ce qui est un acte de guerre, imposé dans la zone de guerre et que par conséquent, aucune provision (c-à-d vivres ou médicaments) ne peut, par exemple, pénétrer à l'intérieur de la région du Maad. Pour garantir que les vivres et autres provisions sont contrôlées, les marchés hebdomadaires précédemment organisés dans des zones civiles ont été déplacés vers les camps armés. Cela veut dire que l'entrée et la sortie des civils sont réglementées. Un membre du personnel enseignant de l'école de la RKM, qui craignait de s'attirer des ennemis si son nom était mentionné, m'a dit que depuis 2008, ils exigent un laissez-passer spécial pour voyager, lequel est sanctionné et signé par le commissaire de police de Narayanpur. Au poste de contrôle à la sortie, ils sont obligés de noter leurs noms, où ils se dirigent et pourquoi. A l'entrée, ils doivent montrer quelles provisions ils transportent, si c'est conforme au reçu et ils sont ensuite fouillés. Dans les camps où ils achètent leurs provisions, ils doivent consigner, comme les villageois, combien de membres ils sont et ensuite les vivres sont fournies. Ils sont également vulnérables dans les camps puisque ceux-ci sont fréquentés par les redoutables SPO, au simple mot desquels n'importe quelle personne peut être interpellée, battue, jetée en prison et peut-être libérée seulement après avoir payé un pot-de-vin. On m'a parlé d'un incident au cours duquel deux marchands de lait ont été interpellés sur ordre des SPO. Ensuite, l'officier responsable leur a demandé 2000 roupies de pot-de-vin pour les libérer. Ils n'avaient que 500 roupies en tout. Dans un semblant de magnanimité, l'officier du camp a pris les 500 roupies et les a laissés partir en les mettant en garde qu'il vaudrait mieux qu'ils restent de "bons citoyens" et qu'ils ne croient rien de ce que leur disent les maoïstes. J'ai demandé aux villageois comment ils obtenaient leur ration. La plupart d'entre eux m'a dit qu'ils n'aimaient pas voyager en raison du harcèlement, mais aussi à

cause du fait que la ration qui leur est accordée est toujours beaucoup plus petite que ce qu'ils ont le droit d'acheter parce qu'on leur dit qu'ils en prennent pour les maoïstes/naxalites. A l'approche du camp, ils disent qu'ils doivent marcher en file indienne dans un couloir clôturé. Le personnel de la RKM aussi doit descendre de son véhicule même lorsque leur "maharaj" (ndlt : membre haut placé de la RKM) revient après une visite. Pourquoi ne vous plaignez-vous pas ? ai-je demandé. Ils ont dit qu'ils devaient faire attention. "Si nous nous plaignons, on nous dit 'vous parlez comme un naxalite' et on nous demande de nous taire. Si nous nous obstinons, on nous dit 'nous sommes au courant de vos liens avec les naxalites et nous vous surveillons. Ne faites pas trop les malins". J'ai demandé "et les naxalites, ne vous font-ils pas peur ?" Ils ont dit, "après les premières années au cours desquelles nous avons rencontré des problèmes avec eux, ils ne nous ont plus ennuyé. A notre demande, ils ont en fait même arrêté de venir nous rendre visite quand nous leur avons dit que nous étions accusés par les autorités d'être des naxalites". "Ne demandent-ils pas d'aide ?" "Non" ont-ils dit "parce qu'ils savent que notre approvisionnement a été radicalement réduit et le centre médical et le magasin à prix équitable sont fermés. Le parti nous a dit qu'il ne s'ingérerait pas tant que nous n'autorisons pas à la police armée de camper dans les locaux scolaires".

En fait, une des accusations formulées à leur encontre par les fonctionnaires est la suivante : "comment cela se fait-il que les écoles de la RKM fonctionnent mais pas les écoles gérées par le gouvernement ?" J'ai dit "oui, moi aussi je suis intrigué". Il m'a demandé : "Avez-vous vu à quoi ressemblent les écoles du gouvernement ? Certaines d'entre elles ne sont pas dignes d'être appelées écoles. Regardez juste à quoi elles ressemblent et rappelez-vous du fait que la majeure partie des professeurs touchent leur salaire même lorsqu'ils s'abstiennent d'aller à l'école". J'ai demandé si les maoïstes ne les menaçaient pas, ce à quoi il a dit, "Ecoutez, vous allez me causer des ennuis. Mais tout ce que je dirai, c'est que si une personne peut toucher son salaire en ne faisant rien, en se servant simplement de l'excuse que les naxalites la menace et que l'administration trouve ceci utile pour sa propagande contre les naxalites, déclarant qu'ils ne permettent pas aux écoles du gouvernement de fonctionner, alors quelles conclusions tire-t-on ?" Mais il a également ajouté "Je ne condamnerais pas les professeurs" a-t-il dit, "parce que certaines des écoles n'ont d'écoles que le nom". Je l'ai interrogé au sujet de la déclaration selon laquelle au cours des quatre dernières années, 385 pensionnats ont été détruits par les naxalites au Bastar et lui ai demandé s'ils savaient quelque chose à ce propos. Il a souri avant de se détourner "je ne savais pas qu'il y avait autant d'écoles au Bastar". Je n'étais pas plus avancé mais n'ai plus insisté. On m'a rappelé une histoire qui avait été publiée dans le Indian Express (5 décembre 2009, édition de New Delhi) qui citait un membre du personnel de la Naga Armed Force déployée dans la circonscription de Tamar (ST) au cours des récentes élections au Jharkhand. Il aurait dit : "Nous avons entendu que cette région était l'ancre des maoïstes. Nous ne les avons vus nulle part. Mais les écoles où nous étions logés étaient pleines de moustiques. Il n'y avait pas d'eau potable. Nous buvions l'eau tirée à la pompe manuelle après l'avoir fait bouillir mais (même) cela n'aidait pas". Ceux qui regrettent la destruction des écoles et s'apitoient sur les difficultés des soldats qui doivent vivre dans de telles conditions inhumaines devraient peut-être avoir une pensée pour les enfants en âge scolaire qui sont censés apprendre dans de si misérables conditions. Si, de surcroît, on se sert de celles-ci comme de camps pour le personnel militaire, où se trouve la responsabilité ?

En rentrant de là, je ne pouvais également pas m'empêcher de penser à comment, dans une zone de guerre, l'acte même de tenir tête à une personne au pouvoir est considéré comme de la désobéissance, ce qu'ils n'admettent pas. Et pourtant, il y avait tellement à apprendre des remarques prudentes du personnel de la RKM. Il est certain que la RKM subit une énorme pression. Cependant, ce que je ne comprenais pas, c'est la raison pour laquelle ceux qui croient en Dieu ont peur de mortels résistant aux menaces ou tentant de les contraindre à se soumettre ? Leurs possessions matérielles les rendent-ils vulnérables aux pressions directes du gouvernement ? Après tout, si "servir le peuple" constitue l'appel à leurs Dieux, comment se fait-il que les membres haut placés du bureau de la RKM, ou d'ailleurs les missionnaires chrétiens ou autres, ne protestent pas contre les réductions de médicaments ou la fermeture de magasins à prix équitables dans les zones de guerre ?

Comment tout ceci a-t-il commencé ?

Chaque rencontre, et tout ce que j'ai lu, entendu ou observé n'a que déclenché mon désir de savoir comment le mouvement a pris racine ici, parce que ce n'est qu'alors que nous pourrions comprendre ce qui a été accompli en 30 ans. Depuis 2004, le parti s'est étendu au-delà du DK, lequel comprenait l'ancien Bastar (composé de cinq districts du Chhattisgarh) et le Gadchiroli (Maharashtra), dans le Manipur et le Mainpur qui sont des régions de plaine en grande partie non-boisées. Pour une raison administrative, la zone où le parti travaille a été divisée en dix divisions : la région du Bastar (comprenant les cinq districts du Bastar, Kanker, Bijapur, Dantewada et Jagdalpur) a été divisée en six divisions, tandis que le Gadchiroli a été divisé en deux divisions. Celles-ci, avec le Manpur et le Mainpur, forment les dix divisions. Dans toute la zone du DK, les tribus Koya et Dorla sont les communautés adivasis prédominantes. Les autres tribus sont les Halbi, les Batra et les Pradhan. Certaines sections de dalits ainsi que la communauté Mahar du Maharashtra vivent également en nombres assez importants dans cette région. En dehors de ceci, il y a certaines communautés non-advasi telles que les Sahu. Ensemble, les communautés Koya et Dorla sont appelées les Gonds, d'où le nom Gondvana. La population Gond totale couvrant des parties des états du Madhya Pradesh, du Chhattisgarh, du Maharashtra, de l'Andhra Pradesh et de l'Orissa s'élève approximativement à sept millions. Le mouvement est répandu sur plus ou moins 60.000 kilomètres carrés et là où le parti exerce un contrôle dans les huit divisions du DK, il englobe une population d'approximativement 4,5 à 5 millions. Sonu, un dirigeant haut placé nous a dit que durant toute son histoire, le peuple de cette région a lutté contre l'exploitation et pour sa terre et ses moyens d'existence. Ils ont eu une vie relativement démocratique en accord avec la tradition tribale par rapport à ce qui prédominait dans le reste de l'Inde. Ils ne se sont jamais soumis à l'oppression mais se sont battus contre. En fait, de 1825 à 1964, il y a eu dix à onze soulèvements attestés sous divers dirigeants tribaux. Plus ou moins 16 ans avant l'entrée du parti dans cette région, en 1964, le peuple du Bastar s'est révolté, sous les ordres de son raja, contre le gouvernement alors dirigé par le Congrès. "Après une accalmie de 15 ans, nous sommes entrés dans cette région en 1980" a-t-il dit. Deux brigades de membres du People's War (PW) ont pénétré dans le DK en 1980. C'est comme ça que cela a commencé.

Murali était un membre de la première brigade entrée au DK en 1980. Selon lui, "après l'échec de Naxalbari, en 1978, le mouvement paysan du Karimnagar et Adilabad fut lancé en Andhra Pradesh. En 1977, le parti avait décidé d'organiser la 'Go to Village Campaign'. En conséquence, en 1978, au Telangana, dans les régions côtières de l'AP, les jeunes et les étudiants de l'APRSU et du RYL ont organisé, avec des professionnels du parti, des classes publiques pendant dix jours pour se préparer à la 'Go to Village Campaign'. Au niveau des villages, le programme était une révolution démocratique contre le féodalisme et des appels furent lancés aux villageois à l'aide de brochures, de posters et de rassemblements". La tâche effectuée était une analyse de classe de la région. Il est devenu évident qu'au Gadchiroli, "il n'y avait pas tant que ça d'exploitation de la part des prêteurs sur gage mais qu'elle venait du département forestier. A côté de ça, il y avait d'autres contradictions mais la principale était celle entre l'état et la population. Au Bastar, il y avait un problème agraire. Là, il y avait une contradiction entre la population, les habitants de la forêt et le département forestier. L'exploitation était moindre que dans l'Adilabad en Andhra Pradesh. Même si les tribaux étaient divisés en classe, les contradictions n'étaient pas pourtant pas si nettes que dans les plaines du Telengana. Il y avait là une société de classe mais en raison des traditions rurales, contrairement aux plaines, l'exploitation mukhia/manjis ne paraît pas vive". Qu'en est-il de la barrière linguistique ? Dans les régions où ils ont pénétré en premier, le telugu était compris et parlé du côté du Bastar comme du Gadchiroli. Cependant, apprendre à parler la langue de la population faisant partie du mouvement de Naxalbari, l'apprentissage du Gondi, par exemple, est devenu une priorité. Cela ne fut pas facile d'apprendre la langue mais comme l'a dit Murali, si vous brûlez de vivre et de travailler parmi la population, vous apprenez les langues facilement.

L'enquête a aidé le parti à décider de se concentrer sur la "contradiction principale" entre l'état et la population compte tenu de la longue histoire d'oppression exercée par le département forestier de l'état. Sonu nous a dit qu'au départ, la population a mis un certain temps à se fier au parti. Une des premières choses que le parti ait faite et qui lui a attiré beaucoup de reconnaissance fut ce que Kobad Gandhi a dit à un interviewer de la BBC - dire aux villageois de faire bouillir l'eau, ce qui a réduit la mortalité infantile de 50%. Par la suite, les gens sont devenus réceptifs à ce que le parti avait à dire.

Comment la confiance fut-elle gagnée ? La première lutte déclenchée dans cette région fut contre le

département forestier puisque le problème principal était celui de la terre et des produits forestiers. Le département forestier avait des quantités énormes de terre sous son autorité et exerçait également un contrôle sur les produits forestiers tels que la feuille de tendu, le tamarin et le bambou. Bien que, a dit Sonu, "nous étions conscients de la contradiction entre les chefs tribaux et la population, les gens hésitaient à dire quoi que ce soit contre eux. Ils ne nous connaissaient pas bien et craignaient probablement de devoir faire face au choc de la vengeance du chef si le parti les laissait tout seuls". Par conséquent, dans les premières années, a dit Sonu, ils ont considéré comme principal le rapport entre l'entière population adivasi et le département forestier. Mais même alors, et ceci est une différence importante entre ce parti et d'autres sections du CPI(ML), ils se sont distingués en abordant les problèmes de classe en suivant ce que le parti décrit comme la ligne de masse. Le parti s'est appliqué à mobiliser les plus pauvres et les plus opprimés parmi les tribaux si bien qu'au fil du temps, ils ont commencé à faire partie du leadership. Les toutes premières organisations de masse étaient les organisations paysannes où participaient également les femmes, mais plus tard, des organisations distinctes pour les femmes furent créées pour prendre en main les questions pour leur émancipation. Un des premiers points autour duquel le parti a mobilisé la population concernait le tarif du travail pour la collecte des feuilles de tendu ou pour couper les bambous. Dans cette région en grande partie sous-développée, les entrepreneurs payaient des tarifs extrêmement bas, plus bas même que le tarif décidé par le gouvernement. A partir de 1981, le parti a commencé à mobiliser les paysans adivasis contre ceci. C'est au cours de cette lutte que la population a pris confiance en le parti étant donné qu'elle a observé comment les membres du parti travaillaient dans le mouvement contre le département forestier et les entrepreneurs. Murali a dit que dans la région du Gadchiroli, où les usines de papeteries avaient loué les forêts de bambou à bail, ils payaient un roupie pour six ballots (chacun comprenant 20 bâtons) de bambou. Il a dit que d'abord, l'agent de la compagnie rencontrait le mukhia et fixait le tarif dans un accord privé avec lui de telle sorte que les Adivasis moyens n'avaient pas voix au chapitre. Ceci a duré jusqu'en 1983 quand le parti a déclenché une campagne qui a vu les tarifs augmenter à un roupie pour trois ballots, puis en 1984 à un roupie pour deux ballots jusqu'au tarif actuel de 7 roupies par ballot. De la même façon, un ballot de feuilles de tendu (se composant de 70 feuilles) rapportait 3 paisâ, alors que c'est maintenant plus d'un roupie par ballot. Ces luttes et ces succès ont aidé le parti à gagner la confiance de la population. Celles-ci étaient de l'ordre de luttes salariales. Fièrement Murali a dit qu'aujourd'hui, dans la majorité des régions où les Adivasis ont été organisés par le parti, ils touchent plus que les salaires minimums.

"Comment traitait-il avec les directeurs des compagnies ou les entrepreneurs ?" ai-je demandé. Murali a dit qu'il avait fallu quelques années avant que les 'directeurs' ne soient convaincus qu'ils ne pouvaient pas contourner le "parti" ou négocier avec n'importe qui d'autre pour obtenir un accord qui soit meilleur pour eux. C'est alors qu'ils ont commencé à offrir des pots-de-vin. A une des réunions entre les "agents" et les militants du parti, les 'agents' ont laissé entendre que puisque le parti avait assuré le bien-être des tribaux, peut-être que les militants devraient commencer à penser à leur propre bien-être. Murali a dit que les cadres du parti s'en étaient pris aux agents et leur avait demandé pourquoi ils étaient si fidèles à leurs maîtres ? "Quel tort cela vous ferait-il si vous deviez payer un prix juste aux Adivasis ? Si vous avez l'argent pour payer un pot-de-vin, vous avez certainement l'argent pour payer un prix juste aux tribaux". Après cette rencontre, ces agents ont arrêté d'essayer de les soudoyer.

Ces succès ont posé les bases pour la consolidation et l'expansion du parti. Sonu a fait remarquer que quand les Adivasis s'engagent, ils ne s'engagent pas à quelques-uns. Des villages entiers se mobilisent environ au même moment, et c'est là que la tradition d'activité collective parmi les tribaux fait office de facteur favorable. Par la suite, les gens ont commencé à partager le problème présenté par leurs chefs tribaux (c-à-d les majhis (ndlt : chef de village) et les mukhias). En 1984, un Forest Liaison Committee fut constitué au DK pour la coordination du mouvement. En 1987, un comité d'état fut élu, mais en raison de l'absence de comité au niveau central, il fonctionnait sous le comité d'état de l'AP. C'est en 1989 qu'une organisation paysanne adivasi à l'échelon du DK fut créée sous la forme du Dandakaranay Adivasi Kisan Mazdoor Sanghatana (DAKMS). Aujourd'hui, il est fier de posséder plus de 100.000 membres. Dans cette organisation, les paysans sans terre se sont réunis sous le slogan - la terre aux laboureurs.

La question de la terre

La terre était le problème le plus important. Non seulement les paysans adivasis étaient-ils confrontés aux extorsions illégales et extra-légales du département forestiers qui touchaient tous les Adivasis, mais ils étaient également confrontés à la domination de leurs chefs, ce qui voulait dire qu'ils devaient travailler dur sur la terre de leurs chefs, et ce n'est qu'après l'accomplissement de cette tâche qu'ils pouvaient cultiver leur propre champ. Non seulement les Majhis, les Pateb, les Sarpanchs, etc possédaient plus de terre, mais le fait de ne pas leur obéir entraînait des amendes sous forme d'alcool, de chèvres et dans certains cas, d'ostracisme. C'était aussi vrai des régions qui s'étaient mises à la culture sédentaire que de celles où la penda (culture itinérante) était pratiquée. Au fond, cela signifiait que les Adivasis dépendaient d'une seule récolte, mais ne pouvaient entretenir leurs fermes qu'après avoir cultivé les champs de leurs chefs. Par conséquent, le temps qu'ils arrivent pour cultiver les leurs, la mousson était en recul, rendant leurs conditions déjà précaires encore plus incertaines. De plus, ceci créait des rapports de servage avec leurs chefs. De surcroît, les paysans adivasis sans terre ou marginaux étaient nombreux et le manque de terre associé à de bas rendements en obligeaient un grand nombre à travailler comme ouvriers agricoles. Ils travaillaient soit comme "naukar" (c-à-d main-d'oeuvre gratuite) recevant des salaires saisonniers ou comme "kabadi" ou main-d'oeuvre liée à un gros propriétaire terrien obtenant de la nourriture à la place d'un salaire. [Voir en particulier le chapitre 'Background' dans le rapport *When the State Makes War On Its Own People ; Violation of People's Rights During the Salwa Judum* ; avril 2006, publié par APDR, IAPL, PUCL et PUDR]. En outre, la "penda" ou culture itinérante avait été interdite (sauf dans le Abujmaad) par le département forestier, sans amélioration proportionnée dans la culture sédentaire, ce qui, comme plus d'un cadre me l'a fait remarquer, a également contribué aux bas rendements les poussant dans la servitude.

Sonu a fièrement dit que "il n'y a presque aucun paysan sans terre ici aujourd'hui. Par contre, au départ, ils étaient en nombre considérable. 300.000 acres de terre forestière ont été gagnés. Donc, la première lutte au sein du village fut déclenchée autour du mouvement agraire. Les chefs tribaux avaient une grande quantité de terre sous leur autorité. Mais une fois qu'elle fut acquise avec la terre forestière, le niveau de vie dans cette région a pris une tournure ascendante. Dans les premières années, il y avait aussi une pénurie alimentaire. Maintenant, les gens ont de la nourriture deux fois par jour et ils possèdent également une terre. La lutte contre le département forestier fut ainsi jointe à la lutte contre les chefs tribaux".

C'est une chose de distribuer la terre, et une toute autre chose d'assurer que l'agriculture prospère. Dans toute la région du Bastar et du Gadchiroli, seuls 2% de la terre étaient irrigués. Le mouvement a pris sur lui de lancer la construction de citernes d'irrigation au niveau des villages. L'agriculture coopérative dans laquelle trois à quatre familles travaillaient ensemble pour labourer la terre fut également introduite. Même pour construire des maisons ou faire d'autres travaux, des équipes coopératives de 11 membres étaient constituées. Il convient de noter que la constitution du JS mentionne ceci : "bien qu'il y ait une possession privée sur la terre, il (JS) encouragera le travail collectif par la coopération ouvrière mutuelle des paysans dans le nivellement de la terre, le labourage, les repiquages, l'enlèvement des mauvaises herbes, la récolte, la culture des légumes, des fruits, l'élevage de poissons, de bétail et autres travaux agricoles de cette sorte et liés à l'agriculture. Cela développera ainsi le travail coopératif. Il s'efforcera d'augmenter assez la productivité et la production pour satisfaire les besoins en céréales vivrières de la population et accordera l'importance au développement de l'agriculture. Les terres collectives, les plantations collectives, les bassins collectifs, l'élevage de poissons et autres choses pareilles devront être sous le contrôle de ce département (agricole)". Ces coopératives ouvrières mutuelles ou équipes de travail ont été créées sous un angle de classe. "Placer les familles paysannes plus pauvres avec les paysans riches aurait signifié que le temps qu'ils labourent leur propre terre, la mousson serait passée". Le système coopératif tel qu'il est apparu, a conduit au développement d'un sentiment de collectivité et d'unité. La disponibilité de la terre associée aux équipements d'irrigation ont entraîné une amélioration sensible du niveau de vie. L'augmentation de la production agricole est de grande importance, en particulier pour surmonter le développement inégal. Certaines régions étaient relativement plus développées que d'autres, et le parti avait travaillé depuis plus longtemps dans certaines régions que dans d'autres. En outre, la "penda" (culture itinérante) est encore pratiquée dans certaines régions tandis qu'il y a des régions où le tracteur est utilisé pour labourer. Entre les deux, il y a la culture sédentaire, qui se sert de pelles pour

labourer, ce qui visiblement ne retourne pas la terre assez profondément et ailleurs, le bétail est utilisé pour labourer. (Deux membres de la section qui m'a accompagné dans la région du Maad n'avait jamais bu de lait frais ni goûté de yaourt parce qu'il n'y avait pas de bétail là d'où ils venaient). Dans le cadre de la politique pour développer l'agriculture, le JS avait acheté 106 couples de buffles destinés à être utilisés dans le Maad. Quatorze sont morts, en laissant 92. Maintenant, on apprend aux villageois qui étaient passés à l'agriculture sédentaire comment labourer et dresser l'animal à être harnaché pour labourer. Mais les membres du RPC local Narsingh et Kumma, qui m'ont montré plusieurs fermes collectives, m'ont dit qu'ils trouvaient que la culture "penda" était supérieure aux formes plus élémentaires de culture sédentaire. Un avantage avec la "penda", c'est que non seulement les rendements sont plus élevés, mais une quantité d'autres produits agricoles peuvent également pousser en même temps que les grains de "Khola" et de "Kosra".

Les femmes : contre la superstition, le patriarcat et l'état

La question de l'émancipation des femmes était liée à la question de la terre. Les femmes n'héritaient pas de biens fonciers et après le mariage, ne pouvaient pas participer librement aux cérémonies et rituels ni se déplacer d'un village vers un autre. Au cours de la menstruation, elles étaient obligées de rester à l'extérieur du village et leur présence dans les meetings était déconseillée. Suite à la naissance du Krantikari Adivasi Mahila Sanghatan (KAMS), ces demandes ont commencé à être soulevées. C'est le KAMS qui a soulevé la question de Ghotul et qui a lancé un débat pour faire cesser ce qui était devenu un système où les femmes servaient les hommes. Il a fallu six années de propagande incessante pour mettre fin à l'autorisation qu'avaient les jeunes hommes adultes pour fréquenter les femmes de leur choix et à l'exploitation des jeunes femmes tribales par les chefs tribaux ou les paysans riches (dhani kisan) parmi les tribaux comme, plus tard, le personnel du département forestier et de la police. Le fait est que le parti n'a rien ordonné. Ce qu'ils ont fait, c'est faciliter la discussion et propager leurs façons de voir. Après un certain temps, ils ont amené l'acceptation d'une réforme. Donc ce n'est pas comme si le "Ghotul" avait disparu, mais il a été transformé.

Dans une digression, lorsque nous étions dans le Maad, un des soldats m'a demandé, "vous voyez ce champ devant, dada ?" "Oui", ai-je dit, "et alors ?" "Nous avons défriché la terre, nous avons construit le mur de délimitation et ensuite, nous avons demandé aux villageois de la cultiver en ferme collective. Elle est bonne pour le dhaan (paddy). Mais les villageois avaient peur et disaient que la terre appartenait aux 'divinités' et que s'ils la cultivaient, ils pourraient tomber malade". "Donc, qui l'a cultivée alors ?" "Nous" a-t-il dit "notre section l'a fait. Et maintenant, nous espérons que les villageois verront que rien de mauvais ne nous est arrivé et qu'ils sèmeront le paddy la prochaine fois". De la même façon, Niti, la représentante du parti dans un Area RPC a dit : "très souvent, lorsque les gens tombent malades, ils disent qu'ils vont aller chez le 'ojha' (ndlt : exorciste) pour se guérir. Nous ne les en empêchons pas, mais nous leur demandons aussi de prendre leur médicament. Ils le font, et si ensuite ils croient qu'ils ont été guéri par le 'ojha', très bien, à condition que nous puissions les aider avec les médicaments, parce que nous savons que c'est cela qui les guérira".

Si les femmes constituent de loin les membres les plus éloquentes et que leur nombre a augmenté, le parti lui-même ne donne mandat qu'à moins de 50%. Le chiffre varie entre 40 et 45 pour cent. Mais il est remarquable de voir de jeunes femmes commandants et cadres de premier plan dans le JS. Toutefois, tous les problèmes rencontrés par les femmes n'ont pas été abordés et toutes les exigences qu'elles ont évoqué n'ont pas été satisfaites. Comme les femmes cadres le disent elles-mêmes, la différence est qu'elles sont incitées à soulever des questions et à prendre des responsabilités. La constitution du JS donne mandat au département de l'agriculture, sous son article 3(c) de "publier des patta (ndlt : document qui prouve la propriété) communs au nom des familles et au nom de la femme et du mari". Cet article a rencontré une résistance, mais ils ont réussi à le faire voter. En tout cas, quiconque voyage à l'intérieur des zones du JS ne peut pas manquer de remarquer le rôle important des femmes dans le mouvement. Toutes mes conversations n'étaient pas uniquement avec des hommes, mais incluaient des femmes. A bien des égards, ce que l'on rencontre dans la zone du JS est un cosmopolitisme constructif où les questions de discrimination sexuelle et du patriarcat sont ouvertement discutées et contestées.

Il y avait un grand nombre de points que je souhaitais chercher à éclaircir tels que la question du mariage

d'amour au sein d'un même groupe endogame puisqu'on m'avait dit que le parti soutenait de tels couples, ce qui allait à l'encontre des coutumes tribales. Je voulais également savoir si les travaux ménagers étaient partagés entre les hommes et les femmes. J'avais aussi besoin de savoir si, quand la femme et le mari sont tous deux membres du parti, le mari aidait aux tâches ménagères si la femme devait assister à des réunions ou s'occuper du travail du parti. Malheureusement, j'ai dû choisir entre ceci et me rendre dans l'Abujmaad et voir les progrès qui y sont effectués. J'ai choisi le second.

Terreur blanche

A la fin des années 80, les organisations de paysans et de femmes au DK fonctionnaient au niveau zonal, lequel couvrait des régions tribales à travers les états, et le recrutement de la milice populaire était à la hausse. Les villageois plaçaient leur confiance en le DAKMS comme en leur propre organisation, et puisque traditionnellement, les tribaux avaient l'habitude de participer collectivement, chaque villageois a commencé à y prendre part. Sonu a dit, "dans les premières années, la vieille tradition de participation collective des adivasis fut exploitée par le parti pour les besoins de la révolution. Maintenant qu'ils ont eux-mêmes commencé à comprendre les avantages de l'organisation et du parti, il a relevé le niveau de conscience des gens, au point qu'ils peuvent clairement délimiter la contradiction entre le peuple et les chefs aussi bien qu'entre le peuple et l'état. Par conséquent, la position est également très claire pour eux. Les chefs se rangent du côté de l'état tandis que le parti et le peuple s'unissent". En conséquence, la population a de plus en plus pris conscience que si elle devait conserver son droit sur la terre, alors elle devrait s'organiser et se battre. Autrement, l'état et les chefs saisiraient la balle au bond pour la reprendre. "L'indication du parti fut donc que si l'on s'organise et que l'on s'arme, alors, on sera en mesure de partager son droit". En conséquence de quoi il y eut un sursaut dans le recrutement du parti. Mais la répression de l'état redoublait aussi. C'est environ à ce moment, en 1990-1991, que la première Jan Jagram Abhiyan fut déclenchée par le gouvernement d'état du Madhya Pradesh. Comme les chefs tribaux avaient perdu leur terre et leur statut traditionnel, et que le DAKMS avait entrepris de les remplacer, "naturellement, l'état et les chefs tribaux se sont associés pour organiser la première campagne de terreur blanche en 1990-91 sous la forme de la Jan Jagram Abhiyan". En 1991, la répression a commencé dans le Gadchiroli au Maharashtra et dans la région du Bastar au Madhya Pradesh. Des douzaines de membres du parti furent tués entre 1991 et 1994. Sukhal, qui venait d'un village du Gadchiroli, m'a dit que son village avait été attaqué quinze fois. A l'époque, il avait un peu plus de treize ans. C'est à ce moment-là, a dit Sonu, que le parti a pris la décision de se battre contre l'état et que les zones de guérilla ont commencé à être développées. Dès lors, tous les problèmes des villages furent soumis au DAKMS et non seulement les chefs traditionnels, mais aussi le système panchayat du gouvernement ont perdu du terrain. "En termes plus clairs, il s'agissait d'une forme de transfert de pouvoir". Même les comptables ont arrêté de venir dans les villages pour la perception des recettes. Toutefois, le parti a remarqué une vacance du pouvoir, et s'est rendu compte que le DAKMS ne pouvait pas combler ce vide. En 1994, la décision de créer des organes de pouvoir populaire fut officiellement prise et en 1995 fut tenue une All India Special Conference où le parti a ratifié la décision de fonder des organes de pouvoir appelés "Gram Rajya Committees", organe élu par tous les villageois de plus de 18 ans et dont l'objectif principal est de se concentrer sur le développement de l'agriculture. Alors que les privilèges traditionnels des mukhias et le système panchayat du gouvernement commençaient à s'estomper, et que des formes embryonnaires de pouvoir populaire émergeaient, un choc entre les deux autorités était inéluctable. Comme le pouvoir populaire s'affermissait, l'état a réagi par une seconde campagne de "terreur blanche" appelée "Jan Jagram" en 1997. Dans cette campagne, un grand nombre de camarades locaux furent torturés, de nombreuses maisons incendiées et les gens menacés pour qu'ils se rendent. Un camarade a, par exemple, été tué en public dans un meeting, créant une atmosphère de terreur. Mais le parti n'a-t-il pas aussi développé une force militaire allant jusqu'au niveau des brigades et mené des actions ? Oui, il l'a fait. Un nommé Masa du village de Vedire avait la réputation d'être un chef de village cruel et notoire et fut éliminé, qualifié d'ennemi du peuple. Ainsi, certaines personnes choisies étaient tuées. Cette phase a duré pendant six à huit mois. Cependant, l'attaque qui fut déclenchée le 5 juin 2005 sous le nom de "Salwa Judum" était qualitativement différente à la fois dans son ampleur et son envergure, des deux dernières campagnes "Jan Jagrans". Tandis que les deux "Jan Jagrans" avaient en

grande partie été organisées à un niveau local, celle-ci était le produit d'une planification coordonnée depuis le local en passant par l'état vers le Centre. Aussi bien la police de l'état que les forces paramilitaires centrales accompagnées des bandes de la Salwa Judum au niveau local furent lâchées contre la population avec une perspective à long terme.

Le développement et le renforcement du mouvement populaire depuis 2004, après la création du CPI(ML), avait fait d'eux la cible principale de l'état puisque l'émergence d'un parti unifié leur donnait la possibilité de monter une résistance redoutable à la prise de contrôle de la terre forestière par les entreprises. Mais il y avait eu un changement évident dans la position du gouvernement indien à l'égard des naxalites en 1998 lorsque, sous le leadership de LK Advani qui était à l'époque le ministre de l'Intérieur de la National Democratic Alliance dirigée par le BJP, les maoïstes et les naxalites furent jugés être une menace pour la "sécurité intérieure". Cependant, le gouvernement United Progressive Alliance (UPA) dirigé par le parti du Congrès sous Manmohan Singh qui a accédé au pouvoir en 2004 a qualifié le parti maoïste de "plus grande menace pour la sécurité intérieure" à laquelle le pays est confronté. Et ceci en dépit du fait qu'en 2004-2005, les maoïstes s'étaient vus asséner un sérieux coup en Andhra Pradesh où ils avaient perdu, selon les estimations du parti, 1800 cadres. Les opérations anti-maoïstes avaient repris en octobre 2004 et se sont poursuivies en 2005. Par coïncidence, la Salwa Judum a officiellement commencé en juin 2005, mais elle fut précédée de mois de préparation (Voir le rapport, [When The State Makes War on Its Own People ; Violation of People's ; Violation of People's Rights during the Salwa Judum], avril 2006 publié par APDF, IAPL, PUCL et PUDR : www.pudr.org). Ainsi, la Salwa Judum était un assaut prémédité, coordonné et planifié pour juguler toute consolidation du pouvoir populaire qui posait le plus grand problème à la mise en oeuvre des MOUs signés par les gouvernements du Chhattisgarh, de l'Orissa et du Jharkhand avec les industries d'extraction minière et basées sur le minerai.

A partir du 5 juin 2005 et jusqu'en décembre 2005, la campagne de terreur fut à son apogée. Deux blocs du Bhairamgarh et du Bijapur furent désignés pour être la cible d'un assaut maximal, et dans l'ensemble du processus, au moins 644 villages furent détruits et leurs habitants déplacés. Suivant les rapports du gouvernement, 350.000 personnes furent déplacées. D'après Sonu, seules 56.000 d'entre elles, qui avaient été retenues dans 33 "camps de concentration ou ce qu'ils appellent camps humanitaires" ont été totalisées. 35.000 tribaux de plus ont cherché asile en AP. Le gouvernement doit encore rendre compte du reste. Sonu a dit que "la majorité des gens sont avec nous". Les gens qui ont été contraints à aller dans les camps mènent une vie misérable, tandis que les villageois qui ont osé retourner dans leurs propres villages vivent toujours en grande partie dans les jungles étant donné que la répression sous forme de pillages, de meurtres et de viols systématiques continue.

Donc, qu'a fait le parti ?

A partir de janvier 2006, une campagne planifiée concrète contre la Salwa Judum fut adoptée. Tandis que le parti entreprenait sa campagne contre la Salwa Judum, la propagande de l'état la présentant comme un mouvement spontané et indépendant de la population et comme une espèce de révolution démocratique avait été tout à fait mise à nu. C'était clairement un combat pour la survie des Adivasis. Pour sa survie, le parti a appelé la population à rejoindre la milice. Et dans le cadre de ceci, la Koya Bhoomkal Militia fut créée en 2006 et inaugurée le 10 février 2006, la reliant ainsi au soulèvement de Bhoomkal de 1910. Selon le parti, des milliers de personnes sont entrées dans la milice pour lutter pour leur vie et leur existence contre la Salwa Judum. "Les gens, la PLGA, le parti, les organisations de masse et les campagnes au niveau national et international se sont rassemblés sous la forme d'un grand mouvement pour lequel le parti est reconnaissant à l'égard des forces démocratiques du pays". Selon leur évaluation, la SJ fut interrompue en mai-juin 2006.

D'après Sonu, la Salwa Judum était le produit d'un état qui désirait vivement piller les ressources naturelles de cette région. Suite à l'accession au pouvoir du BJP en 2004, dès 2005, des centaines de MOUs avaient été signés. Par exemple, la Texas Power Generation Company avait investi 5 milliards au Chhattisgarh. A Lohandiguda, Tata avait acheté d'immenses terres, tout comme Jindal à Bansi. En fin de compte, c'est devenu une question vitale pour la communauté adivasi. Comme le montre l'expérience, les mines de Bailadilla qui avaient été mises en marche dès 1970 profitaient au Japon en entravant sans arrêt la vie et la culture adivasi. Cette politique d'acquisition des ressources naturelles est le danger le plus grave hantant les communautés adivasis. "Manmohan Singh qualifie les maoïstes de plus grand danger, mais la véritable menace est celle qui fait face aux Adivasis. C'est la raison pour laquelle les gens se sont présentés en grand nombre et se sont opposés à la Salwa Judum. En fait, des gens d'aussi loin que le

Nagaland et le Mizoram ont protesté contre le déploiement de leurs amis et parents tels que dans les bataillons Naga et Mizo dans cette région".

En octobre 2009, les architectes de la Salwa Judum ont finalement dû faire une déclaration publique annulant la Salwa Judum. Toutefois, d'après le parti, la Salwa Judum n'était que la première phase d'une guerre et comme cette campagne de terreur a échoué, "l'état a commencé à mobiliser ses ressources répressives. On voit maintenant une autre vague d'intensification de l'assaut contre la population sous la forme de l'Opération Green Hunt". Dans la phase Salwa Judum, 18.000 à 20.000 hommes avaient été déployés. Aujourd'hui, plus de 200.000 membres des forces de sécurité se massent contre les maoïstes. Les SPO de la Salwa Judum se font maintenant appeler Koya Commandos. Par conséquent, l'Opération Green Hunt n'est qu'un prolongement de la Salwa Judum. En outre, de telles campagnes ne sont pas propres au DK. Les Sendra/Shanti Senas ont été créées au Jharkhand, au Bihar et dans l'Odissa.

"Donc de Lalgad à Surjagad", a dit Sonu, "toute cette ceinture adivasi avec toutes ses richesses et ses ressources naturelles, bien que présentée comme le Corridor Rouge, est en fait un corridor minéral. Ils (l'état) se sentent menacés par le pouvoir populaire croissant dans cette région, et c'est pour cette raison qu'ils déclenchent les offensives les unes après les autres. En raison de l'échec de la Salwa Judum, nous découvrons maintenant l'Opération Green Hunt. Pour conclure, la terreur blanche fut déclenchée en 1990-1991, après quoi nous avons décidé de former un gouvernement populaire, ce qui fut suivi par la deuxième terreur blanche en 1997. Et après ceci, nous avons donné une forme concrète au pouvoir populaire en consolidant les RPC. Puis est arrivée la Salwa Judum, et depuis lors, nous avons avancé vers des organes de pouvoir d'état au niveau régional. Pendant toutes ces années, d'un point de vue militaire, nous sommes passés des sections aux compagnies, et nous nous acheminons vers la formation d'un bataillon".

Vers le RPC

En 2001, au 9ème Party Congress, une évolution conceptuelle fut atteinte dans le parti au sujet des zones de base et de la construction d'une armée populaire. Après un bilan complet, la décision fut prise de bâtir des bases de guérilla. Selon les mots de Sonu : "Depuis 2001, la construction de la première zone de base devait être analysée en termes plus concrets. Ceci fut bien examiné et discuté. En conséquence, on a commencé à construire des bases de guérilla à l'intérieur des zones de guérillas. Donc, on donnait enfin une forme concrète à la construction du pouvoir populaire conformément au terrain et au soutien disponible dans la base de masse. 500 à 3000 personnes dans les villages furent alors nommés dans les Revolutionary People's Committees (RPCs). Le concept était que sans armée, la population ne pouvait pas construire le pouvoir. L'armée populaire et le pouvoir populaire étaient liés. Ce concept développé nous a beaucoup aidé dans le travail, non seulement en vue du développement de l'armée, mais aussi du développement du pouvoir populaire. Deux ou trois endroits furent choisis comme bases de guérilla dans chaque division et sous cette forme, on s'est concentré sur 10-12 endroits pour former les bases de guérilla. Le Maad constitue la Central Guerrilla Base".

La différence entre la zone de guérilla et la base de guérilla n'est pas sémantique mais est, déclarent les maoïstes, de substance. La zone de guérilla est une zone fluide dans le sens où le contrôle est disputé et où l'état n'est pas totalement absent, même si cela doit être avec sa police ou sa force armée. Toutefois, il y a des endroits délimités dans ces zones de guérilla pour garantir que puisse continuer un certain travail relativement sans interruption. Ce sont les "bases" qui ne sont pas facilement pénétrables ni accessibles. C'est ici que fonctionne le RPC et que l'on peut voir la zone libérée sous sa forme embryonnaire.

Le premier pas fut de créer le RPC au niveau du village, lequel comprend jusqu'à 15 villages. Le deuxième pas fut de créer l'ARPC au-dessus des bases de guérilla choisies dans chaque division. L'ARPC est composé de 3 à 5 RPC. Ainsi, le premier ARPC fut formé en décembre 2004. Et le deuxième ARPC fut créé en février 2005. A partir de 2005 et jusqu'en 2008, tous les endroits furent couverts par l'ARPC. La décision du parti était de créer un minimum de 3 ARPC dans chaque division, ce qui est actuellement en cours. Le premier gouvernement divisionnaire fut formé en mars 2007. Au début des bases de guérilla, la formation militaire correspondante était la section. Avec le développement du sarkar divisionnel, des compagnies furent constituées au niveau militaire. Pour intensifier ce processus, ils ont créé le Zonal Level Sarkar Preparatory Committee. Une fois cela effectué, le sarkar au niveau zonal fut en place, et à

côté de ça, sur le plan du développement militaire, des bataillons mis en construction. Le premier bataillon fut formé le 10 août 2009.

Au niveau du village, pour le JS, tous les adultes ont un droit de vote. Après cela, aux échelons supérieurs, il y a une sélection. Ceci signifie que ce sont les élus des RPC qui choisissent les membres de l'ARPC. Et la même procédure va jusqu'au conseil au niveau zonal. Vu que la région du DK était essentiellement habitée par des Adivasis ayant une expérience limitée dans la nouvelle gouvernance, le premier atelier à cette fin fut organisé en février 2008. D'après Sonu, ce fut une entreprise extrêmement fructueuse étant donné qu'un libre échange d'expérience et d'opinion a eu lieu pour le parti ainsi que pour la population. De l'autre côté, alors que se formait un gouvernement populaire de niveau supérieur, il s'est sérieusement chargé de l'appel pour le boycott de l'élection parlementaire. A l'Assembly Election du Chhattisgarh en novembre 2008 comme à la 15ème Lok Sabha Election en avril 2009 et à l'Assembly Election du Maharashtra en octobre 2009, ce fut le JS qui a pris l'initiative du boycott actif et collectif de l'élection par la population. Tous les RPC ont convoqué des assemblées publiques dans leurs villages et ont dit aux habitants que vu qu'ils avaient élu leur propre gouvernement, comment pouvaient-ils alors élire un autre gouvernement à l'extérieur en même temps ?

A côté de ça, la milice populaire a également évolué dans le but de protéger le gouvernement populaire. La puissance militaire a aussi augmenté et donc les forces paramilitaires, qui au cours de chaque élection tentent d'exercer une pression et de menacer les masses ont, selon le parti, été efficacement combattues par la PLGA et plus tard, par la milice. Dans toute la zone de lutte ou zone de guérilla, il n'y a eu que de 2 à 5% de taux de participation. Par exemple, à Gogonda, il y a eu au cours de l'élection 700 électeurs et 1000 paramilitaires postés. En dépit de dispositions minutieuses, il y eut seulement dix suffrages exprimés, cela aussi après le troisième suffrage.

En termes de recrutement également, à partir de 2001, la PLGA a maintenu une campagne de recrutement. La différence, c'est qu'après 2005, la responsabilité du recrutement a été transmise aux RPC. Maintenant, la responsabilité de l'armée populaire appartient au gouvernement populaire, le JS. Les RPC encouragent les gens à rejoindre l'armée populaire. On nous a dit, par exemple, qu'en décembre 2008, à Gangalur, les ARPC de la région avaient dirigé deux assemblées publiques à deux différents endroits auxquelles ont assisté plus de 10.000 personnes. Depuis l'estrade même, le président de l'ARPC a lancé un appel pour le recrutement dans la PLGA. Suite à ces deux assemblées publiques, 107 jeunes se sont portés volontaires pour rejoindre la PLGA et après les avoir filtrés, le parti a recruté 65 membres. Tous les développements dans cette région du DK sont maintenant de la responsabilité du gouvernement populaire, c-à-d le JS. L'administration établie est remplacée par la consolidation du gouvernement populaire. A l'origine, les RPC avaient 7 départements. Plus tard, deux départements de plus, "commerce et industrie" et "relations publiques", ont été ajoutés. Afin de garantir une participation des femmes dans le gouvernement populaire, l'objectif est d'obtenir une part de 50% pour les femmes dans le gouvernement. Quand on leur a demandé si cet objectif avait été atteint, on nous a dit qu'ils travaillaient encore dans ce domaine et que jusqu'à présent, il n'y a pas eu beaucoup de progrès possible. Par conséquent, quelle est la proportion de femmes aux postes à responsabilité dans le JS ? On m'a dit qu'elle était de environ 40%. Un des problèmes rencontrés, c'est que contrairement au parti ou à la PLGA qui constituent un travail à temps plein et impliquent de voyager, le JS signifie un travail plus sédentaire et que les familles et les travaux ménagers demeurent. A moins qu'il n'y ait un partage de ces tâches ménagères, les femmes ont du mal à accepter des responsabilités administratives. La charge de travail a également augmenté pour le JS. Par exemple, ils dirigent des écoles mobiles et des unités de soins médicaux mobiles.

Ce qui était intéressant, c'était d'apprendre comment le JS tentait de contourner le problème du manque d'hôpitaux et de médecins qualifiés. Qu'est-ce qu'ils font ? On m'a dit que les médecins qui travaillent là, dans les zones de guérilla du DK, mènent des ateliers où une formation élémentaire est fournie aux membres des RPC. Puisque le paludisme, le choléra et l'éléphantiasis sont les trois maladies les plus redoutées, leurs symptômes sont enseignés et les médicaments identifiés par leurs couleurs pour qu'un traitement soit proposé aux personnes qui sont souffrantes. Et si ces médecins 'nu-pieds' confondent des médicaments ? Eh bien, il n'y a pas cent pour cent de garantie que cela ne se produise pas. Mais tout ce que nous pouvons assurer, c'est que soient réduits les incidents de cette nature grâce à des ateliers ou à l'envoi d'une équipe (ou de deux).

Pour ce qui concerne les écoles mobiles, celles-ci sont une sorte de camp où les enfants vont à l'école

pendant des périodes allant de 15 à 30 jours selon la tension de la situation dans cette zone particulière. Les classes durent 90 minutes pour chaque matière, et quatre matières sont enseignées par jour. Il y a entre 25 et 30 étudiants et trois professeurs. Ils ont commencé à employer certains matériaux pédagogiques, des globes et flambeaux aux CD pour enseigner l'histoire et les sciences. En sciences, ils constatent qu'ils rencontrent un problème parce que les croyances populaires concernant l'évolution, l'univers, le soleil, la lune, ... sont différents de ce que nous enseignent les sciences. Mais on apprend aux enfants, par l'intermédiaire de matériaux pédagogiques ou de CD, comment la vie a évolué, comment se produisent les éclipses, etc. De manière significative, les enseignants du JS essayent de faire face au défi qui leur est posé pour enseigner, par ex., les sciences modernes, en choisissant des choses de tous les jours autour d'eux et en développant au maximum l'utilisation des ressources auxquelles ils ont accès. Cela m'a rappelé le travail effectué par Kishore Bharati au MP.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Toutefois, créer une structure politique est une chose, trouver comment elle fonctionne vraiment en est une autre. On m'a dit que les élections pour les RPC se tiennent tous les trois ans. Et ces RPC sélectionnent les membres pour les ARPC. Je savais également qu'en moyenne, jusque 15 RPC constituent un ARPC. Le RPC organise une assemblée générale de l'organisme où les comptes sont partagés et passés en revue. De la même façon, les comptes des ARPC sont examinés dans réunions élargies de tous les RPC qui relèvent de lui. A la fois dans les RPC et les ARPC, les membres ont le droit de rappeler n'importe quel membre du bureau s'ils trouvent qu'il ou elle ne fait pas l'affaire à n'importe quel égard. Mais je voulais savoir à quoi ressemblait le budget d'un ARPC. Dans la zone où nous étions, il y avait 14 RPC, chaque RPC comprend à peu près 160 ménages. Par conséquent, dans l'ARPC, il y avait approximativement 3000 ménages. Il y avait 15 membres dans l'ARPC. La camarade Niti était la membre du comité de la division à la tête du Janatam Sarkar. Shivnath était le président de l'ARPC et Balmati son vice-président. Le chef du département financier était Naresh, tandis que Sushila était le chef du département PR et membre du comité régional du parti. Chaque ARPC dispose d'un comité permanent dans lequel sont membres le président, le vice-président, le chef du département financier ainsi que le chef du département de la défense. J'ai demandé à voir le budget pour 2009. Voici à quoi il ressemblait :

Dans la section des revenus, il indiquait 1.110.000 roupies. Cette somme était constituée de 360.000 roupies de taxe sur les entrepreneurs, de 500.000 roupies attribuées par le Janatam Sarkar et 250.000 roupies perçus grâce aux journées de travail ou aux "shram daan" (heures de travail données) des ménages de la zone. Dans la section des dépenses, le budget indiquait qu'ils avaient dépensé 506.935 roupies pour la défense, 140.250 roupies pour l'agriculture, 10.000 roupies pour l'éducation, 60.000 roupies pour le commerce et 5000 roupies pour les relations publiques. Pourquoi les dépenses pour la défense étaient-elles élevées et pour l'éducation dérisoires, ai-je demandé ? Niti a expliqué que depuis 2004, quand la décision fut prise d'affecter au JS la responsabilité de la PLGA et de la milice populaire, les dépenses encourues pour le fourniment (trois uniformes, pétrole, savon, dentifrice, lessive, peigne, poudre à canon, arc et flèches et nourriture) étaient supportées par l'ARPC. Quant aux faibles dépenses pour l'éducation, Shivnath a dit que c'était seulement parce qu'ils n'avaient pas été à même de trouver un "guruji" (professeur) pour les écoles gérées par le JS. Comme les cadres du parti remplissaient le rôle, ils ne devaient pas dépenser d'argent pour payer un salaire ou plus que ce qui était nécessaire pour diriger les cours du soir. Je leur ai demandé si on pouvait me montrer les détails sur la façon dont l'argent était dépensé pour l'agriculture. Les dépenses comprenaient l'argent dépensé pour le secteur de la pêche, pour les plantes, les semences, les papayers, les citronniers, les manguiers et les goyaviers. Certains articles étaient achetés à des agriculteurs particuliers et répartis entre ceux qui en avaient besoin. Toutefois, la pêche, les semences et les plantes étaient destinées au développement de la pisciculture (cet ARPC a quatre bassins pour la pêche et sept puits) et à la fourniture de graines aux paysans pauvres qui n'avaient pas les moyens de les acheter ou ceux qui, pour une raison ou pour une autre, avaient besoin d'aide. Un commerce similaire était destiné à acheter des produits forestiers pour la revente. L'ARPC a aussi un département de la justice.

Quelles affaires lui sont généralement soumises ? De nombreuses affaires se rapportent à des litiges fonciers, disons, entre membres d'une famille, en particulier entre frères. Auparavant, l'usage était que le

frère aîné obtenait une plus grande part que les plus jeunes. Les femmes obtenaient également moins que les hommes. Plus maintenant. Les RPCs suivent le principe d'égalité. Ils interviennent aussi sur tout ce qui touche à la superstition. Une des affaires la plus difficile fut l'affaire du meurtre de trois commerçants de L qui étaient allés à T pour acheter des chèvres. A eux tous, ils avaient 20.000 roupies. D'abord, l'affaire de disparition fut soumise au commissariat local. Etant donné qu'ils ne sont parvenus à rien, la famille des commerçants portés disparus s'est adressée au RPC. Leurs dépouilles furent retrouvées après trois mois. Après enquête, le département de la justice a découvert qu'on les avait volés et tués tandis que l'histoire propagée prétendait que des animaux sauvages les avaient probablement attrapés. Les personnes accusées du crime furent appelées à comparaître devant un tribunal populaire auquel ont assisté 1500 personnes accompagnées de 115 membres de la famille des victimes. La famille des victimes voulait tuer les accusés. Après beaucoup de va-et-viens, ils se sont mis d'accord pour 60 boeufs, 40 chèvres, 15 cochons, 20 poulets, 10 kandi de riz (chaque kandi équivaut à 30 kilos). Cependant, finalement, la question fut réglée en faisant payer 80.000 roupies aux accusés, les os des morts furent remis à leur famille et un enterrement convenable entrepris. J'ai demandé pourquoi ils avaient fait preuve d'une telle clémence envers les accusés. On m'a dit que 80.000 roupies étaient une énorme somme d'argent dans la région forestière et que cette somme même était inversement proportionnelle à la classe de paysan. Ainsi, le riche paysan devait payer 20.000 roupies, le paysan moyen 15.000 roupies et le paysan pauvre 10.000. En outre, ils ont dit que la constitution du JS ne suivait pas le principe d'un mort pour un mort.

L'article 5(h) dit que "les tribunaux populaires fonctionneront suivant les principes d'une procédure et d'un système judiciaire juste sur les bases de la ligne de classe et de la ligne de masse. Le département judiciaire résoudra les problèmes entre les gens pour améliorer leur intégrité. Généralement, il ne punit pas pour les résoudre. Lorsqu'il juge des propriétaires fonciers, des hiérarques, des chefs de partis de la classe dirigeante, des officiers gouvernementaux malfaisants, des membres des forces policières, paramilitaires et militaires, des agents de police, des conspirateurs, des perturbateurs, des hommes de main, des voleurs, des anarchistes et d'autres éléments de cette sorte, il les isole de la population et les punit en conséquence, y compris par la confiscation de leurs biens. Il suit des méthodes pour accroître le rôle de la population dans l'évitement des crimes. Il prononce une condamnation à mort contre ceux qui se livrent à des crimes contre-révolutionnaires. Avant d'exécuter une condamnation à mort, le gouvernement populaire local doit obtenir l'autorisation des tribunaux supérieurs. Excepté pour les crimes contre-révolutionnaires, il enverra ceux qui se sont livrés au meurtre, à une tentative de meurtre, à des atrocités contre des femmes, à informer la police exploiteuse, et d'autres choses pareilles, vers des camps de travail. Dans ces camps, ils sont obligés de travailler. On leur enseigne la politique révolutionnaire et on leur fait prendre de meilleures habitudes. Le jugement des conflits, des crimes et des complots aidera à développer le système judiciaire. Il gardera également les traditions coutumières en rendant le verdict".

Et 5(l) dit que "dans toutes les affaires sans exception, il faut qu'il y ait un vote parmi les juges et le verdict doit être rendu selon l'avis de la majorité. Il peut aussi être rendu avec une petite majorité. Mais dans les cas critiques, les verdicts doivent avoir une majorité des 2/3. Le président du comité du département judiciaire ou le juge qui préside le procès doit annoncer les verdicts. Ils doivent donner l'explication nécessaire".

Par conséquent, contrairement aux critiques qui croient que les maoïstes tuent pour un oui ou pour un non, la peine capitale n'est réservée qu'aux "crimes contre-révolutionnaires" et proscrite pour le reste. Qu'entend-on par "crimes contre-révolutionnaires" ? De ce que j'ai cru comprendre, ce qui peut inviter à la peine capitale, c'est un crime odieux tel que de donner la possibilité aux forces de sécurité d'exécuter une embuscade qui occasionne la perte de vies. Elle n'est pas attribuée pour tous les informateurs ni même tous les homicides. On m'a dit à plusieurs reprises que la peine de mort était rare et précédée de plusieurs avertissements à la personne. Et même alors, ce que la constitution les oblige au moins à faire, c'est de ne pas exécuter la condamnation à moins qu'elle ne soit ratifiée par l'instance supérieure, faisant tout le chemin jusqu'au JS zonal ou d'état. Ceci pour garantir qu'il y ait des freins et contrepoids contre l'abus d'autorité.

La guerre comme métaphore de la mobilisation populaire

Tandis que j'étais bien au fait que les maoïstes considèrent la "guerre populaire" comme un élément intrinsèque de leur politique, c'est au cours d'une discussion que s'est dégagée la clarté sur le "politique". De ce qu'ils entendent par cela. Notre conversation s'était tournée vers certaines actions retentissantes qu'ils avaient entreprises. Je les interrogeais au sujet de Nayagarh, dans l'état d'Orissa. C'est alors que le GS a dit que bon, l'action militaire n'était qu'une partie de l'opération. Elle avait été précédée par 8 à 9 mois de travail politique dans la région concernée. C'est pour cette raison qu'elle avait été appelée "operation ropeway", signifiant le passage du parti du Rayagada dans les régions plus éloignées et proches de la capitale de l'état, Bhubaneshwar. Pendant des mois, des membres du parti sont entrés dans le Nayagarh et ont travaillé parmi les habitants, se confiant à certains d'entre eux et s'implantant. Plus que la mobilisation militaire, c-à-d le pillage de l'arsenal, c'est cette mobilisation politique qui a été un succès. J'ai découvert que d'un point de vue militaire, l'action était considérée comme moins fructueuse. Pour commencer, leur reconnaissance a sous-estimé la quantité d'armes qui étaient dans l'arsenal, au lieu de 1200 armes, ils n'en attendaient pas plus de 400 ou 500. Et 30-40.000 munitions comparées aux 100.000 munitions qui étaient en fait là. Résultat : la force qui était préparée pour mener le raid était plus petite que ce qu'exigeait le raid sur l'arsenal. De plus, l'action aurait du avoir lieu durant la nuit et les guérilleros auraient du s'enfuir sans être vus. Au contraire, l'opération a commencé en retard et s'est achevée à une heure matinale à un où moment où les habitants de Nayagarh s'étaient rassemblés à l'extérieur et où ils ont vu dans quelle direction ils battaient en retraite. Ils n'ont également pu transporter que 300 armes diverses et 50.000 munitions. Et pourtant, si l'action fut considérée comme une réussite, c'est en raison de la mobilisation politique obtenue au moyen de laquelle les maoïstes se sont développés dans une nouvelle région. Le but est de faire valoir que chaque opération militaire est perçue comme donnant une possibilité d'expansion de la portée politique du parti. Ceci est un aspect. Il y a un autre aspect de ceci.

Lorsque j'ai visité le Bastar, on m'a dit que le JS avait commencé à expérimenter l'agriculture coopérative. Ceci est un pas dans la direction d'un renforcement de ce qui est appelée "économie populaire". Il faut se rappeler que la guerre populaire, ce n'est pas des actions ou des opérations militaires. C'est essentiellement, à 80%, un travail non-militaire. Les maoïstes considèrent la production par la milice organisée ou la collecte des produits forestiers par la milice comme étant une partie de sa Tactical Counter Offensive Campaign pour assurer les dépenses personnelles des membres ainsi que les besoins de la guerre. Par conséquent, s'engager dans les activités de production est un élément intrinsèque de la guerre populaire. Ceci doit être compris, autrement nous pouvons présumer le pire lorsqu'il est fait mention de la People's War et qu'elle est confondue avec la militarisation de l'état.

Comme expliqué ci-dessus, la PW signifie également la mobilisation des ressources et la prise en main d'activités sociales telles que l'éducation, la fourniture d'équipements médicaux, la distribution de céréales et légumineuses et de vêtements aux gens confrontés à la répression et affectés par la famine. Le JS a distribué des semences et fait des prêts importants aux agriculteurs. Même au milieu de l'intense répression, il a mis la réforme agraire en oeuvre. Je me souviens avoir lu dans le supplément de "People's March" de juillet 2007 comment, dans le bloc de Bhairamgarh du district de Dantewada au Chhattisgarh, un des centres principaux de la terreur de la Salwa Judum, 768 acres de terres de propriétaires fonciers adivasis et non-adivasis avaient été saisis et distribués par le JS. Ces villages étaient : Takilode, Sathva, Dharma, Belnar, Poosal, Neerum, Pidiakot, Pollevaya, Palla, Kodanka, Parkelli, Markapal, Oorsapara et Oothia. Ainsi, l'entière confiance affichée par le parti que la population est avec eux provient du fait que ceux dont les vies ont été transformées grâce aux réformes effectuées par le JS, resteront, s'organiseront et résisteront. Ceci est justifié par le fait que dans les villages de la région du Bastar, cinq années de déprédations causées par la JS n'ont pas affaibli mais ont renforcé le mouvement maoïste. Dans ce contexte, leur engagement continu pour développer "l'économie populaire" les a vu mettre en place des fermes coopératives au DK, ce qui constitue, en terme de développement, le passage à un cran supérieur que celui de la distribution de terre, des équipes de travail, etc.

Une terre qui appartenait au RPC fut défrichée par les villageois à l'initiative du RPC. Elle fut cultivée par les villageois qui consacraient du temps au travail sur la terre et partageaient ensuite la récolte. Cette ferme coopérative est une expérience dans la direction d'une agriculture collective, où la terre est possédée collectivement par l'intermédiaire du RPC. Cultivée par les ménages du village et la récolte est

partagée. Ceci fut introduit dans la région du Maad il y a environ deux ans. La première chose qui m'a frappée, c'est la vue des chilis verts. A peu près 25% de la terre où étaient cultivés les légumes était occupés par les chilis. Tout le monde consomme les chilis verts et rouges en grandes quantités. Mais ils avaient aussi planté du fenouil (anisé), de l'oignon, de l'aubergine, de la gourde, des bananes Lady Finger, du chou-fleur, des bananes, du maïs, des épinards, des tomates, des calebasses et du kaddu... J'ai demandé à Kumma Baba combien de travail y avait été investi. Il a fallu une journée à 28 villageois pour défricher la terre. Un membre de chaque ménage du village voisin est venu pour semer les graines et deux membres venaient tous les huit jours pour arroser. Et chaque jour et chaque nuit, deux personnes se relayaient pour monter la garde contre les animaux sauvages détruisant la ferme.

Narshimha, un autre expert agronome de l'ARPC, m'a montré le champ où était semé le paddy. Il y avait un acre et demi de terre. Le champ était prêt à être récolté et il m'a dit que dans quelques jours, les villageois viendraient pour faire la cueillette. A son avis, d'une certaine manière, ceci les rendrait autosuffisants et réduirait leur dépendance envers les haats à l'extérieur. Qui plus est, a-t-il dit, dans les moments difficiles, le JS doit fournir la nourriture à la population. Comment les produits de telles fermes sont-ils répartis ? Ils suivent la ligne de classe, les paysans pauvres reçoivent les premiers, et ensuite les autres en remontant. Les légumes sont-ils cultivés pour la propre consommation des villageois ou pour le marché ? Le projet était de vendre une partie des produits au haat, mais les haats ayant déménagé dans les camps, ceci n'est plus possible. Par conséquent, il se peut même que les terrains des légumes soient transformés en cultures de grain.

Que je vous cite le registre du Agricultural Department du RPC de Toke dans le Maad pour 2009 :

Paddy : 87 kandi (chaque kandi comporte 20 pelli. Chaque pelli fait 1,5 kilo. Par conséquent, chaque kandi fait 30 kilos) ou 2610 kilos issus de trois acres sur lesquels ont travaillé 60 personnes pendant deux jours.

Légumes sec : 10 pelli ou 15 kilos issus d'un demi acre. Trois charrues utilisées un jour.

Chavri : 30 kilos de graines et 100 kilos pour la consommation cultivés sur 70 yards.

Barbati : 26 kilos, une charrue pendant une journée sur un demi acre.

Moutarde : 150 kilos cultivés sur un demi acre. Trois jours de travail, nombre de personnes non disponible.

Ganga (oléagineux) : 138 kilos sur trois acres de terrain, 10 personnes.

Sésame : 15 kilos sur moins d'un demi acre, deux personnes ont labouré la terre.

Potiron : 100 kilos mélangés avec du grain Kosra sur trois acres.

Kumhra : 300 kilos, de nouveau cultivés avec du grain Kosra sur trois acres.

Tomates : 40 kilos.

Concombre : 200 kilos.

Aubergine : 20 kilos

Maïs : 870 kilos cultivés sur la même terre que la moutarde. Tous les ménages du RPC.

Légumes secs rahad : 10 kilos cultivés sur le medh.

Epinards : 10 kilos.

Patates douces : 15 kilos.

Du paddy et du kosra sont mis en réserve pour être utilisés durant les mois d'été et pour ceux qui sont pauvres.

Le RPC de Dumnar (Maad) a distribué 817,5 kilos de paddy à 109 personnes dans 10 villages en 2009.

Pendant la mousson, dans le même RPC, 243 kilos supplémentaires de paddy ont été distribués. Ils ont également fourni 622,5 kilos au RPC de Vedammetta en 2009.

Combien de fermes de cette sorte y a-t-il sous le JS ? Malheureusement, je n'ai pu obtenir aucun chiffre, mais ces deux dernières années, de telles fermes ont été encouragées dans tous les villages et dans tous les RPC régionaux. Par conséquent, elles ne peuvent pas être rares. On m'a dit que dans le Maad, chaque RPC avait au moins une ferme coopérative de cette sorte, dans certains cas même plus. Je suis tombé sur des exemples de succès mais, ai-je demandé, il doit certainement y en avoir qui ont échoué ? La réponse fut qu'aucune des fermes coopératives n'avait échoué. Mais je suppose que dans quelques années, nous saurons exactement si la dynamique a été maintenue. De toute façon, ces fermes joueront un rôle très important comme signe de développement de la sécurité alimentaire. Il est également significatif que certains membres du parti discutaient des carences du sol au Bastar et du besoin d'ammoniac, d'urée et de zinc pour bonifier le sol. Visiblement, ils se colletaient à ces problèmes même au milieu d'une tempête guerrière en préparation. Ou peut-être que ceci les aidait à accélérer le rythme de cette évolution pour

répondre aux probables pénuries alimentaires.

J'avais besoin de réponses

Parler du déplacement, de l'accaparement des terres et du rôle du parti contre ceci m'a inévitablement conduit à poser une question : il est certain qu'il faut que les minéraux soient exploités et que les industries minières sont nécessaires pour le progrès. Donc, en s'opposant à la saisie des terres par les entreprises, ne s'opposent-ils pas à l'industrialisation en soi ?

C'est précisément à cause de ceci, a dit Raju, que nous divulguerons bientôt notre propre politique minière.

Quels seront ses caractéristiques fondamentales ?

Attendez qu'elle soit publiée, mais une chose est sûre. Les faibles royalties d'approximativement 10-15 roupies par tonne selon la qualité du minerai de fer sont trop peu élevées alors que le prix international du minerai de fer par tonne était allé jusqu'à plus de 10.000 roupies. Il faisait référence à une brochure publiée au Chhattisgarh et qui soulignait certaines des anomalies de la politique inégale du gouvernement qui profite aux grosses sociétés étrangères. Citant cette brochure, il a dit que la National Mineral Development Corporation approvisionne le Japon en minerai de fer issu de ses mines Bailadila à 400 roupies par tonne, tandis que les fabricants locaux doivent acheter le minerai de fer en une seule fois à 5800 roupies par tonne. Cela fut abaissé lorsque l'Engineering Workers Union lié au syndicat Chhattisgarh Mukti Morcha a fait comprendre aux propriétaires qu'au lieu de soutirer de l'argent aux ouvriers en diminuant les salaires, ils devraient faire pression sur le gouvernement contre la politique discriminatoire suivie : facturer des prix exorbitants pour le minerai de fer mais accorder les mines captives à des prix cassés aux multinationales.

D'après Raju, le parti était fermement opposé à la cession de baux miniers aux MNC, tout comme à l'exportation des minéraux plutôt que de les utiliser dans les industries domestiques. Il a aussi dit que le parti croyait que l'exploitation minière devrait être rigoureusement réglementée et limitée.

Et qu'en est-il des avantages de barèmes de production, des économies d'énergie, de la restauration de la terre après le creusement,...

Il a dit que toutes ces questions allaient être abordées et que le parti n'était pas contre les industries locales.

Je lui ai demandé si cela voulait dire que les mines seraient louées à bail à des groupes privés, et si oui, quel serait le critère et quelle garantie ils auraient pour les protéger contre l'exploitation ?

En réponse, Raju a insisté en souriant, me disant de prendre patience et d'attendre.

En attendant, ce qui est néanmoins significatif, c'est le besoin ressenti par le parti de penser à rendre publique leur propre version de politique minière. En outre, ils semblent avoir examiné la question. Parce que Raju a dit que bien que le parti ne soit pas opposé à l'industrialisation, il est fermement opposé aux grosses industries. Le parti croit également qu'il faut accorder une préférence à la fabrication de produits forestiers tels que l'amlā, le bambou, le bois, etc..

Une autre question qui me troublait était de savoir comment le parti répondait à toutes ses exigences.

On m'a donné un document "Our financial policy" qui di ceci :

"Il y a, dans l'ensemble, trois ressources pour répondre à nos besoins économiques. L'une est la cotisation au parti, l'impôt et les contributions des gens. La deuxième est la confiscation des richesses et des sources de revenu de l'ennemi. La troisième sont les taxes que nous percevons dans les zones de guérilla et les zones de base en suivant un système fiscal progressif. Actuellement, les revenus grâce à la production indépendante ne sont pas une source importante de revenus pour nous (accentuation ajoutée par l'auteur). Ceci n'est possible qu'après l'instauration de zones de base.

Nos sources de revenus sont limitées mais nos zones d'opérations s'étendent. L'intensité de la guerre redouble et la zone de mouvement se développe. Par conséquent, nos besoins et nos dépenses augmentent également. Il est naturel que les revenus des différentes régions soient inégaux étant donné que le développement du mouvement est inégal. Il faut aussi bien reconnaître que nos revenus n'augmentent pas à l'égal des dépenses de plus en plus importantes. C'est pour cette raison qu'il est tout à fait nécessaire de nous efforcer de parvenir à l'équilibre entre les revenus et les dépenses.

Donc, pour atteindre l'équilibre susmentionné, pour répondre aux besoins sans cesse croissants de la

guerre, de la propagande politique et pour améliorer le niveau de vie du peuple, il est nécessaire d'augmenter nos ressources économiques et de calculer les dépenses. Pour cela, une politique et une planification financière centralisées sont tout à fait indispensables pour notre parti. Cela signifie que tous les revenus et toutes les dépenses devraient être planifiés de façon centralisée. Cette politique et ces prévisions centralisées devraient être mises en oeuvre dans tout le parti, depuis le comité supérieur jusqu'au comité inférieur selon le système de comité.

Bien que nous travaillions sous l'angle de la politique générale centralisée précitée, il est difficile pour le Central Committee de satisfaire à tous les besoins de la conduite de la guerre révolutionnaire dans un vaste pays tel que l'Inde. En outre, même sous l'aspect de la guerre populaire prolongée, rendre les zones autosuffisantes est également de la plus haute importance. En appliquant la politique financière centralisée, nous devons aussi ne pas oublier l'important facteur mentionné ci-dessus. Par conséquent, en rendant d'une part une part de nos zones de lutte autosuffisantes, et en mettant convenablement en pratique la politique centralisée d'autre part, nous pourrions répondre efficacement au besoin de la guerre. Pour cela, il faut que les comités d'état et de zone jouent un rôle capital dans la planification, l'obtention de fonds et la réglementation des dépenses".

Ceci est la politique du parti. Je voulais savoir quels sont leurs revenus. Est-ce 14.000.000.000 de roupies, ou plus, comme le prétend le gouvernement ? Raju a ri en disant que s'ils avaient tant d'argent, ils seraient en mesure de faire tellement plus. En fait, s'il y avait une paix sociale et qu'ils pouvaient appliquer leurs divers programmes, ils pourraient être capables d'atteindre ces revenus. La majeure partie de l'argent est perçue sous forme de "royalties" sur les feuilles de tendu, le bambou, le tamarin et d'autres produits forestiers. Les revenus provenant du pillage de banque ou de la confiscation de richesses sont bien moindres. Oui, ils taxent certaines des compagnies ou certains des entrepreneurs qui opèrent dans ce qu'ils décrivent comme la "zone de guérilla". Les fonctionnaires appellent cela de l'extorsion, ils l'appellent impôt. Cela n'a réellement aucune importance, sauf que leurs sources sont indigènes et non extérieures, ce que même le gouvernement est obligé de concéder. Dans ce sens, c'est dans la tradition ancienne des révolutionnaires patriotes.

Cela vaut également la peine de rappeler que trente années d'intervention du parti ont amené un changement clair dans les niveaux de salaires comme cela ressort de la hausse significative du tarif du ramassage/coupe des feuilles de tendu, du bambou, des tamarins, etc. Ainsi, l'impôt perçu par le parti de la part des Adivasis n'est pas exorbitant ni un fardeau. Il y a également une allusion anecdotique sur le montant des revenus générés par la culture du poisson. Dans le sud du Dantewada, il était dit qu'un RPC gagnait 500.000 roupies de recettes de la culture du poisson ! Ceci pourrait signifier que les autres RPC doivent aussi gagner des recettes, plus ou moins ? Dans l'ARPC dans lequel j'étais, leur revenu du poisson était inférieur à 100.000 roupies. Il devait toutefois apparaître que la génération de revenus était inégalement répartie à travers le DK, mais il y en avait assurément. Cela pouvait également dépendre de l'accès au marché. A cause de la situation de guerre et des restrictions sur les entrées et les sorties, il est probable qu'un grand nombre des marchandises qui autrement auraient pu être vendues dans les haats et générer des revenus étaient consommées à l'intérieur. Ceci doit avoir une incidence sur les revenus des RPC et des ARPC.

Il est significatif que l'on m'ait dit que le JS envisage de créer une usine de papier pour faire face à ses besoins puisque l'achat et le transport du papier est devenu un problème. Il y a du bambou en abondance dans la région et de l'eau aussi. Ils peuvent se passer d'eau oxygénée ou tout au moins garder son utilisation à son strict minimum, le seul obstacle est la production d'énergie. S'ils sont capables d'assurer la production d'énergie ou de générer de l'énergie grâce à une petite centrale électrique, qui n'est pas difficile à installer et dont la technologie ou plutôt l'expertise technique facilement accessible à l'intérieur, ils pourraient être en mesure de surmonter même ce problème. L'ingéniosité, l'esprit d'initiative et l'ambition du JS sont assez remarquables.

Une entrevue très rapide et bien trop courte

Comme je revenais du Maad, j'ai rencontré le camarade Lenj, qui est à la tête du Chetna Natya Manchu dans le DK, en compagnie de Chandru, un membre important du CNM. Il y a des années, j'avais lu l'interview du camarade Lenj de People's March. Ils sont engagés dans une série d'activités. Il m'a dit

qu'il manquait de temps et qu'il devait parcourir une longue route d'où nous étions avant la tombée de la nuit. Donc, je lui ai demandé quels étaient les changements depuis la parution de son interview dans People's March (août-septembre 2006). Il m'a dit que leur nombre d'adhérents avait depuis atteint plus de 10.000 membres. Une des tâches majeures dans laquelle ils sont actuellement engagés est l'écriture de l'histoire des 30 années de travail culturel au DK. Leur travail comprend la littérature, les arts plastiques, la musique et la danse. Les membres ont composé 204 chansons au cours de ces deux dernières années. "Jhankar" rapporte les histoires écrites par ses propres membres. Ils utilisent la forme du théâtre de rue pour mettre les pièces en scène. Je les ai questionné au sujet des thèmes de leurs chansons. C'est de la propagande, telle que la satire ou la parodie (ils avaient utilisé la chanson populaire hindi de Bunty et Babli et s'en étaient servi comme d'une parodie de Mahendra Karma même s'ils ont dit n'utiliser les chansons de film que de façon ponctuelle et là aussi seulement pour la parodie), la philosophie pour enseigner le matérialisme dialectique, la campagne politique contre la Salwa Judum, etc. Ils utilisent des instruments traditionnels aussi bien que d'autres et essayent même de se servir du Kikirh qui est, disent-ils, comme un ancienne version du violon. Ils produisent leurs propres cassettes de musique et ont une unité de montage mobile. Mais il a dit qu'une bonne partie de ce qu'il avait dit dans l'interview reste toujours valable. Les extraits suivants sont pertinents :

"Nous donnons une formation à tous les membres du CNM. Des enfants à partir de 10 ans jusqu'aux aînés sont membres du CNM. Nous les invitons à des camps particuliers selon leurs activités et leur enthousiasme. Nous essayons d'enseigner aux enfants des chansons de route, des chansons en mots simples pour développer leur pensée scientifique et des danses. Nous nous concentrons davantage sur les jeunes hommes et sur les femmes. Nous sommes confrontés à une sévère répression policière durant les formations. C'est en particulier un gros problème de donner des formations dans des endroits comme Gachiroli (Maharashtra).

Nous allons dans les villages et mobilisons les membres du CNM. Nous fixons un planning de 4,5 jours ou 2 jours selon ... les travaux agricoles, le salariat ou les travaux de collecte des produits forestiers. Nous prenons part au travail de production avec eux et leur donnons la formation. Nous ne leur enseignons pas beaucoup de chansons, de danse, de pas ou d'instruments d'un seul coup. Nous enseignons une chanson ou une danse ou un instrument à la fois. Nous donnons la formation en gardant en vue leurs talents, leurs intérêts et leur capacité d'apprentissage. Cela donne de bons résultats. Parfois, également dans le cadre de la formation, nous leur apprenons à écrire des chansons. Par exemple, nous avons organisé un camp de formation de cinq jours dans le South Bastar en 2002. Nous nous sommes appliqués à les encourager à écrire. Les gens ici sont des experts pour chanter des chansons improvisées.....

Les instruments du DK sont très anciens. Il y en a 18 sortes. Seuls quelques-uns sont utilisés actuellement. Nous nous servons de ces instruments mais également de certains instruments modernes. L'importance des instruments ne peut pas être sous-estimée. Nous n'avons pas imposé la restriction que seuls les instruments locaux devraient être utilisés. Nous employons une combinaison de différents instruments. Il ne faut pas que la musique domine la chanson et ses paroles. Par conséquent, nous utilisons des instruments modernes et locaux selon les besoins du spectacle et de façon à ce qu'il soit mis en valeur. Les principaux sont le "Dappi" (un instrument à percussion) et le "Melam" (un instrument à vent).....

Jhankar (le périodique du CNM) fut lancé en juillet-août 1994... Les camarades écrivent dans ce magazine en gondi, en hindi, en marathi, en bengali et en télougou, ce qui constitue une autre caractéristique spéciale de Jhankar. Ils peuvent écrire dans n'importe quelle langue dans laquelle ils sentent qu'ils peuvent s'exprimer. Dans le mouvement du DK maintenant, il y a des Adivasis, des non-Adivasis, des Bengalais, des Télougous, des Marathis et Oriya, c-à-d des gens appartenant à différentes régions et de différentes nationalités. Donc, Jhankar est un magazine multilingue. Nous tentons de transformer non seulement les gens mais aussi les cadres en écrivains... Ils expriment admirablement tous leurs problèmes, leurs souffrances, leur bonheur et leurs sentiments dans ces chansons. Les membres du CNM apprennent aussi maintenant à lire et à écrire. Nous corrigeons et publions tous leurs écrits et les développons. Il y a aussi certains défauts dans cette volonté. Nous ne sommes pas capables de nous concentrer entièrement sur ce que les nouveaux auteurs écrivent et sur leur perfectionnement..." Mais il y avait aussi une chose que je tenais également à lui demander. Cela avait à voir avec le débat au sein du parti sur l'écriture du Gondi. On nous avait dit qu'actuellement, ils utilisent l'écriture devanagri, la même que celle utilisée pour le Hindi, pour écrire le Gondi. Cependant, ils étaient en train de changer

d'avis, disant qu'il fallait que le Gondi ait sa propre écriture distincte. Pourquoi, a demandé Jan Myrdal. Il a dit que même sa propre langue maternelle, le Suédois, utilise les lettres de l'alphabet romain, mais a ajouté trois lettres, ce qui donne la possibilité que soient utilisées des sons propres au Suédois. L'avantage avec ceci, c'est qu'en maintenant un alphabet commun, on laisse une place à la relation et à l'apprentissage inter-culturels. S'il y avait eu une écriture distincte pour le Suédois, cette séparation aurait pu alimenter l'isolement. J'étais d'accord avec lui. Mais on nous a dit que ceci était peut-être vrai, mais seulement en partie. De nombreux sons sont absents, tels que le "gh" ou "sh". Par conséquent, si les gens ont une écriture qui leur est propre dans laquelle ils peuvent exprimer leurs propres sons et intonations particuliers, ils auront plus facile à s'y identifier parce que la représentation, c-à-d les lettres, est plus facile et plus rapide à apprendre. Une écriture commune ne permettra-t-elle pas aux gens de communiquer à travers les frontières culturelles ? Il ne s'agit pas qu'ils aient raison ou tort, il s'agit plus du fait que l'image projetée du maoïste militarisé et violent ne correspond pas à la réalité des membres engagés dans une variété de sujets de préoccupation culturels, économiques, politiques et sociaux.

Qu'est-ce que je crois

Quelle est mon impression globale ? Comment est-ce que je comprends le mouvement maoïste au DK ? Je suis convaincu que cette guerre sera différente de toutes les autres guerres menées par le gouvernement indien durant ces 63 dernières années. Que c'est une guerre qui mettra à l'épreuve la résistance de l'état indien comme elle ne l'a jamais été avant. Justement parce que c'est une guerre dans laquelle les gens se battent sur leur propre territoire pour empêcher que leur terre, leur forêt, leur eau, leurs minéraux soient saisis et qu'ils sont persuadés qu'ils ont une vision alternative, pas juste pour eux-même, les Adivasis, mais pour le peuple indien dans son ensemble. C'est une toute autre histoire lorsque des gens pensent que le destin les appelle à s'affranchir afin qu'ils puissent donner envie à leurs compatriotes de se rallier à eux et de suivre leur exemple. Toutefois, aucun mouvement en Inde n'a autant de mérite et pourtant, si peu d'écrit à son sujet ou tellement d'insultes qui lui sont lancées. Beaucoup moins que ceci n'est évoqué et célébré. Ceux d'entre nous qui croient en la "liberté avec l'égalité" doivent se réjouir des remarquables progrès effectués par les maoïstes en nous montrant jusqu'où l'esprit de "servir le peuple" peut nous emmener. Ce ne sont pas des saints, assurément pas des pêcheurs, mais en tant que mortels, ils ont montré ce que signifie vraiment un engagement indéfectible pour provoquer une transformation sociale. Les détracteurs peuvent trouver des erreurs, les exagérer, les parcourir, les dirigeants peuvent essayer de "supprimer", de "paralyser" et d'"étouffer", pour utiliser les mots employés par le premier ministre, pour les anéantir, mais il n'est pas possible de nier qu'ils sont enracinés parmi la population, qu'ils survivent en raison de ceci et qu'ils se développent politiquement parce que les pauvres et les défavorisés croient en eux. Ce n'est pas seulement les maoïstes qui tendent la main à la population, mais les gens qui leur tendent la main et les invitent à pénétrer dans de nouvelles régions et à les aider dans leurs luttes de tous les jours. Par conséquent, je crois que s'ils subissent un revers, ou perdent leur base ou bases ici ou là, ce mouvement ne sera pas anéanti. Je pense que s'ils sont poussés hors d'une région, ils surgiront ailleurs. Ceci est significatif de leur revendication selon laquelle ils pensent en termes de 50-60 ans et pas juste ici et maintenant. Ils sont ici pour rester. Cela représente un changement clair. Donc, il ne faut pas déprécier leur réussite. D'autant plus parce que, tandis que les érudits et les activistes parlent de modèles et de paradigmes de développement alternatif, les maoïstes l'ont pratiqué ces 30 dernières années parmi des millions d'Indiens. Non seulement ils développent l'agriculture, introduisent des réformes sociales et économiques et discutent des moeurs sociales, mais ils s'engagent dans la mise au point de leur propre prise en charge de l'industrialisation, de l'exploitation minière, ... Oui, c'est un petit pas lorsque l'on prend en considération la vaste toile de l'Inde. Mais y'a-t-il d'autres formations politiques qui se sont jamais rapprochées de ce qu'ils ont obtenu malgré ces nombreuses circonstances ? Ironiquement, tous les documents que l'on nous a donné à lire ou les conversations que nous avons eues étaient invariablement ponctuées de leur aveu de plus d'un défaut, de plus d'une erreur, de plus d'une faiblesse. Bien que je considère leurs aveux sincères, je crois que ceux-ci sont extrêmement exagérés. Une des choses qui m'a scotché, c'est qu'à la différence d'autres endroits où les gens ont tendance à exagérer leur réussite, ici, le parti est modeste à ce sujet. A parler constamment des problèmes auxquels ils sont confrontés ou de ce qui doit être fait. Par exemple, j'ai demandé pourquoi il y avait si peu de matériaux

écrits sous la forme de récits de voyage, de reportages, de documents du parti, etc. sur le mouvement au DK ? Il y a quelques livres disponibles en hindi, même ceux-ci sont traduits du télougou ou du pendjabi et il y a la brochure publiée par le parti sur le travail de développement au DK qui est disponible en anglais et en hindi. Mais ils sont rares. Le livre de P. Shankar "yeh jungle hawara hai" (Cette forêt nous appartient) doit être mis à jour puisqu'il a été écrit en 1997 en télougou et plus tard traduit en hindi. La réponse est qu'ils n'ont en quelque sorte pas trouvé le temps de le faire. Pourquoi ? Ne savent-ils pas que leurs détracteurs ont profité de ce déficit de connaissances pour leur porter atteinte ?

Oui, ils s'en sont rendus compte en particulier quand, dans la période initiale de la Salwa Judum, on leur a reproché de s'être eux-mêmes attirés la "terreur blanche". Ils ont été accusés d'avoir empêché les Adivasis de cueillir les feuilles de tendu. Alors que "la vérité, c'était que nous étions opposés au prix annoncé du gouvernement de moins de 50 roupies pour un ballot de 50 feuilles alors que les entrepreneurs privés offraient presque deux fois ces tarifs. C'est l'époque où nous avons réalisé que certains intellectuels portaient des accusations contre nous en croyant tout ce qui leur était dit dans les camps de la Salwa Judum". Mais pourquoi ne rendaient-ils pas leur réussite publique ? Ici, ils pratiquent un "développement" alternatif qui enrichit la société adivasi que ce soit en termes d'activités économiques, de santé, d'éducation, de développement de leur langue (en développant une nouvelle écriture) en préservant la culture tribale... Pourquoi n'encouragent-ils pas davantage de compte-rendus sur leur expérience et leur travail au DK ? Je n'ai pas trouvé de réponse satisfaisante ; j'ai provoqué des sourires timides.

Mon propre point de vue est que pendant des années, le DK a été considéré comme un auxiliaire au mouvement dans l'AP. Le temps qu'il prenne racine et que les organes du pouvoir populaire commencent à se consolider, presque deux décennies ont passé. C'est vers la fin de ce millénaire que de sérieux efforts ont été fait pour inviter des écrivains à venir, à visiter et à écrire. Ceci a repris avec la formation du CPI(maoïste), suite à une présence significative dans plusieurs états et au revers essuyé dans l'AP. La chose remarquable, c'est que le parti s'est fermement installé parmi les pauvres adivasis et les femmes. L'intérêt de s'engager dans une région qui avait été négligée par l'état indien pendant des décennies, où les partis politiques étaient caractérisés par leur absence, s'est avéré offrir un avantage considérable aux maoïstes. Ils ont saisi cet avantage. En conséquence, les progrès effectués, l'utilisation des ressources - contrairement aux registres de l'état indien où 17 paisâs par roupie affecté parviennent à la population, ici, presque chaque paisâ sert à la population - la frugalité de la vie des membres du parti au DK et dans la PLGA (l'ossature du mouvement), fournissent une liste convaincante. Cela rend évident le fait que le travail collectif et l'engagement à servir la population peuvent faire aller très loin des ressources, même limitées. Je n'ai pas cherché à découvrir s'ils débattaient, en utilisant les ressources, du choix entre l'équité et l'efficacité ou comment ils se décidaient, mais on voit à l'oeil nu que l'accent est placé sur la transmission à autant de personnes que possible, avec le minimum de gaspillage. La manière avec laquelle chaque petit bout de papier est gardé et utilisé nous le rappelle tous les jours. Chaque petit bout est utilisé pour gribouiller un message, une instruction ou une exigence. La vie reste rude et spartiate. Les problèmes auxquels le parti fait face prennent de l'ampleur : d'une part l'offensive et l'encercllement de l'état et d'autre part la perte de ressources humaines et matérielles.

Cependant, le fait est que bien qu'ils soient confrontés à des problèmes, ils exagèrent également leurs faiblesses. Si on lit, par exemple, le document du parti sur la rectification qu'ils ont mise en oeuvre, il révèle que la majeure partie des exemples qu'ils citent sont probablement puisés à l'extérieur du DK et très probablement de l'AP. Laissez-moi illustrer :

a) Dans certaines régions, les terres des propriétaires fonciers occupées dans le passé sont en jachère en raison de la répression du gouvernement ; lorsque les propriétaires fonciers cherchent à vendre ces terres, les paysans riches et les paysans moyens les achètent. En de telles occasions, plutôt que de faire pression sur ceux qui achetaient les terres pour empêcher les ventes par l'intermédiaire des ouvriers agricoles et des paysans pauvres qui occupaient ces terres, ce sont les brigades elles-mêmes qui rossaient ceux qui achetaient les terres.

b) Dans la lutte pour l'éradication des mauvaises habitudes telles que la consommation de boissons alcoolisées, il manque une vision à long terme dans l'éducation de la population ; dans la lutte pour arrêter la fabrication de l'arrack, au lieu d'accorder de l'importance au ralliement des gens, en particulier des femmes, ils n'accordent de l'importance qu'aux actions des brigades. Les châtiments corporels sont infligés sans tenir compte de la base de classe.

c) Lorsque surgissent des problèmes dans les relations homme/femme, particulièrement dans des questions touchant au mariage, les jugements sont prononcés sans considérer les problèmes sociaux auxquels les femmes sont confrontées.

d) Dans divers "panchayats" populaires, des jugements partiels sont prononcés sous l'effet du sectarisme plutôt que d'écouter les versions des deux camps, en plus de rassembler des informations nécessaires venant aussi d'autres dans les villages.

e) Quand certaines personnes parmi la population commettent des erreurs, lorsqu'elles s'opposent à nos organisations de masse, ou quand elles sont soupçonnées de travailler comme indicateur, des sanctions bien au-delà de leurs torts sont infligées...

Maintenant, les brigades ont fait place aux sections, aux compagnies et maintenant, ils parlent de bataillons. Au Bastar, où la terre a été distribuée, les propriétaires fonciers n'ont été en mesure ni de vendre ni de prendre possession des terres dont ils ont été expropriés et qui ont été distribuées aux pauvres adivasis par le JS. C'est le contraire de ce qui s'est passé dans l'AP. Dans l'AP, la terre qui a été distribuée est en jachère et des tentatives ont été faites pour les vendre, ce qui a été contrecarré grâce aux actions des brigades. D'ailleurs, à l'apogée de la SJ, ces terres sont peut-être restées en jachère, mais maintenant, les paysans adivasis ont commencé à revenir pour cultiver leurs terres, et la superficie de terre qui reste en jachère a diminué. Au Bastar aussi, le JS offre un crédit et des semences aux paysans pauvres et des prêts pour acheter une paire de boeufs. Ceux-ci sont fournis aux paysans pauvres pour les encourager à se mettre à labourer leurs champs plutôt que d'utiliser des pelles pour labourer la terre. En outre, dans les zones du JS au DK, il n'y a pas de magasin d'arrack et seules les boissons alcoolisées traditionnelles sont brassées. Ici par conséquent, la mobilisation des femmes contre les magasins d'arrack, si efficace dans la première phase du mouvement dans l'AP, n'est pas nécessaire. D'ailleurs, l'incidence de l'ivrognerie est bien moindre. La sanction infligée n'est pas supérieure à la faute commise. En fait, les gens sont fiers que les crimes ordinaires aient diminué. Enfin, un camarade adivasi a dit que dans l'AP, contrairement à ici, au DK, les membres du parti sont devenus un peu paresseux. Il a dit qu'ici, au DK, ils faisaient tout le travail eux-mêmes, même porter leurs provisions. Et même quand ils les rapportent du haat, tout le monde doit contribuer à leur transport. Dans l'AP, les gens se serviraient de leur portable pour passer une commande et les provisions arriveraient soit en tracteur ou en jeep. Il a dit qu'ils s'exposent aux délateurs et à l'infiltration.

Ces erreurs citées dans le document sur la rectification pourraient-elles faire allusion à ce qui a mal tourné dans l'AP, une façon de rappeler aux cadres d'avoir conscience de ces erreurs et de les éviter ? C'est ce que je pense. En fait, l'influence et la confiance dans le parti est telle dans le DK qu'en dépit des meilleurs efforts des dirigeants locaux du CPI qui ont commencé à médire contre les maoïstes et à avertir les gens qu'ils seraient arrêtés ou harcelés s'ils ne cessaient pas de soutenir les maoïstes à Lohandiguda, l'Adivasi Mahasabha du CPI n'a pas réussi à entraîner beaucoup de paysans à vendre leur terre à Tata à un taux d'indemnisation plus élevé. C'est un vrai changement d'attitude du CPI, où jusque récemment, AB Bardhan, secrétaire général du CPI, parlait de "l'Opération Greenhunt" comme étant une politique pour "exterminer les communistes" et "tous ceux qui portent haut le drapeau rouge". (Voir The Tribune, 5 octobre 2009).

On peut également remarquer cela dans la manière dont les maoïstes sont considérés comme étant l'unique force sur le terrain qui lutte pour les Adivasis au Bastar, et ceci touche les affiliations du parti. Cela ne signifie pas qu'il y a cent pour cent d'identification avec tout ce que les maoïstes prônent ou pratiquent. Seulement qu'aux yeux de la population, ils sont légitimes et une force en laquelle ils peuvent avoir confiance. Il faut voir ceci en perspective. Imaginez une région où le département forestier corrompu et oppressif a été chassé, où une lutte pour des salaires corrects a été menée, où des réformes agraires ont été provoquées, où le parti continue à s'ancrer parmi les pauvres et les plus défavorisés, en particulier les femmes, et lutte avec eux pour assurer que la dignité et l'honneur de la population ne soient pas compromis, où leur culture prospère, où ils épaulent les plus opprimés... c'est alors que l'on se rend compte pourquoi les maoïstes sont considérés comme étant des leurs par la majeure partie des Adivasis. Il est tout à fait remarquable que le ton virulent des intellectuels urbains est partagé par cette section d'Adivasis qui, précédemment, exerçait le pouvoir sur leurs propres frères d'ethnie et qui se sont faits marginaliser au cours des 30 années du mouvement maoïste. Ceci n'habilite pas à déclarer que les Adivasis sont pris entre l'état et les maoïstes, particulièrement quand les maoïstes sont eux-mêmes des Adivasis ! En fait, l'accusation d'"étranger" semble ridicule quand on se souvient que les étrangers sont

les forces de sécurité, les bureaucrates, les officiers de police, les patrons d'entreprise,...

Une question qui ne cessait d'être soulevée était celle de la manière par laquelle le mouvement maoïste prévoit de bouger d'ici, son bastion forestier, dans le monde extérieur ?

Dans l'interview qu'il nous a donné, le GS nous a dit que ceci "est vraiment un défi qui nous attend, mais nous sommes sûrs qu'il y a un bénéfice à long terme qui ne peut pas être atteint sur une courte période. A la différence de ce que veut l'ennemi, terminer ceci dans un court laps de temps, nous voulons faire durer cette guerre et transformer la situation à notre avantage, favorable à la révolution". De de qui a été dit, j'ai conclu qu'ils espèrent se développer rapidement au cours de cette guerre qui, soutiennent-ils, leur a été imposée. Comme cela s'est passé au cours des deux "jan jagrans" et de la SJ, ils croient que s'ils sont capables de protéger leur noyau, quel que soit le nombre de revers essuyés, ils seront en mesure de surgir ailleurs. Dans quelle mesure cette appréciation est-elle réaliste ? C'est une chose de dire, ce qu'ils font dans "Strategy and Tactics of Indian Revolution" que "(q)uelques soient les formes prises par les guerres révolutionnaires dans divers pays, le contenu reste le même, c-à-d s'emparer du pouvoir par les forces armées", mais c'en est une autre de d'abord parvenir là.

Que je vous explique. Je considère que le débat au sujet de la violence et de la non-violence est irréal et un charabia ésotérique. Je défends le droit des gens à offrir une résistance armée parce qu'il est légitime de combattre l'oppression, n'importe comment. Je pense également qu'à moins que la population ne soit armée, il n'y a pas d'autre moyen pour neutraliser le grand avantage dont jouissent les classes dirigeantes sur les moyens de violence, lesquels sont surtout employés contre les masses. Cela vaut la peine de rappeler qu'il y a, selon le International Action Network Against Small Arms, environ 40 millions d'armes privées en Inde [9]. Il ne faut pas être un génie pour estimer que ces dizaines de millions d'armes sont principalement en possession de ceux qui exercent le pouvoir et sont privilégiés. L'Inde, malgré toute sa verbosité au sujet de la non-violence, est aussi un des états les plus lourdement armés, non seulement en termes d'accroissement du pouvoir destructeur de son arsenal mais aussi de la taille de sa force militaire, laquelle est multipliée par des lois draconiennes, et donne ainsi la possibilité aux classes dirigeantes d'infliger un "lent génocide". Des mots durs mais pas forcément déplacés si on considère que 45% des enfants de moins de 6 ans souffrent de malnutrition, de sous-alimentation et de retard de croissance, ou qu'en jouant avec l'apport calorique, le faisant passer de 2400 à 1500-1800, on peut statistiquement diminuer le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et ainsi restreindre le droit à la Food Security pour des centaines de millions d'Indiens. Ceci expose notre propre peuple à une mort lente [10]. Indiquer alors que la violence n'a aucun rôle à jouer, ou qu'elle n'a aucune valeur émancipatrice est par conséquent tout à fait faux. C'est aussi bien que de dire aux gens d'attendre avec patience que le fruit leur tombe dans le bec. Ceci est peut-être une démonstration touchante de force d'âme et de foi religieuse, si ce n'est qu'il se peut que ceux qui en font les frais s'agitent après l'avoir pratiqué pendant 63 ans.

Rappelez-vous que même l'état, qui combat les maoïstes, ne nie pas que les maoïstes représentent "les plus pauvres parmi les pauvres". Se peut-il que la classe joue même ici, quand on réfléchit au fait que les jeunes rebelles de la classe moyenne des années 60 qui se sont rétractés sont couverts d'éloge mais que les opprimés qui rejoignent les maoïstes aujourd'hui sont mis au pilori.

Le fait est que, tant que l'état accapare les moyens de la violence, il restera habilité à soumettre la population à une vie d'indignité et d'asservissement. Les libertés sont des prérogatives dont jouissent les classes moyennes. Les gens qui travaillent sont exposés à la liberté répressive ; à peine semblent-ils avoir réussi à mobiliser la population et commencent-ils à contester les inégalités et les insuffisances du système qu'ils deviennent la cible des méthodes oppressives de l'état.

Je ne vois pas non plus beaucoup de raisons de rejeter la nécessité d'offrir une résistance armée, quand d'abord, l'état proscrit un parti politique, qualifiant son idéologie de criminelle, lui refuse de travailler pour mobiliser la population et pour propager sa politique et qu'au lieu de cela, il déploie une énorme force pour le réprimer militairement. Ensuite, le fait qu'en 1971, trois divisions de l'armée avec 45.000 soldats ont été déployées contre lui en vertu de ce qui s'appelait "Operation Steeplechase" alors qu'il ne constituait aucune menace pour l'état, laisse simplement voir que n'importe quel mouvement pour l'émancipation du peuple indien de l'oppression et de l'exploitation sera confronté au pouvoir coercitif de l'état. En ce sens, si les maoïstes n'avaient pas affiné leur technique de combat, ils auraient été liquidés il y a longtemps et peu de gens auraient remarqué, encore moins déploré, leur disparition. Je me demande si le fait que c'est la présence des maoïstes qui procure aux réformateurs et à plus d'un dissident l'influence pour lancer leur demande de changement/modification dans les politiques du gouvernement

est correctement reconnu.

Toutefois, ayant dit ceci, je ne suis pas persuadé que l'action militaire doit être la seule manière de faire progresser la cause de la transformation sociale dans toutes les autres régions de l'Inde. Et ceci en dehors du fait qu'ils sont faibles d'un point de vue militaire, leurs effectifs de 10.000 dans la PLGA et de 50.000 dans les milices populaires affichent une capacité modeste. Ceci signifie également qu'ils doivent être attentifs à leur politique. Ce ne sont pas les fusils qui se battent, mais les gens qui brandissent les fusils. L'Inde est un pays vaste et diversifié de multiples façons, y compris dans son développement socio-économique. Les conditions qui règnent dans de nombreuses régions d'Inde, telles que les 34 districts où les maoïstes sont relativement forts, n'égalent pas les conditions dans d'autres régions plus peuplées. Ces différences doivent être prises en compte.

Lorsque Marx a dit, révolution "pacifique si possible, armée si nécessaire", il ne s'est probablement pas rendu compte que ce n'est peut-être pas soit un scénario soit l'autre, mais qu'il se peut qu'une combinaison des deux soit nécessaire, comme le montre le premier succès auquel sont parvenus les maoïstes au Népal. Par conséquent, ce qui a la préséance et quand ainsi que ce que sera l'équation entre pacifique et armé est déterminé par les circonstances. Même alors la responsabilité ne repose pas sur les seuls maoïstes, elle repose essentiellement sur l'état qui après les avoir proscrits, les a pourchassés, arrêtés ou anéanti.

Mais afin de réussir à passer des bastions forestiers aux plaines à l'extérieur, les victoires militaires seront inadéquates parce que la question sera de soutenir le passage d'un point de vue politique. Les méthodes qui fonctionnent dans une région ne s'appliquent pas nécessairement, dans les plaines sans parler de leur fonctionnement. Par conséquent, je demeure troublé, voire pas convaincu, par la voie qu'ils ont choisie. Je crois également qu'au fur et à mesure qu'ils s'approcheront d'autres réalités qui règnent ailleurs en Inde, leur pratique sera différente et influencera aussi leur théorie. Sauf qu'il est de toute façon prématuré de discuter quand eux-mêmes admettent qu'ils ont beaucoup de chemin à faire. Ils sont clairvoyants au sujet de l'impasse atteinte par les autres mouvements de gauche qui ont, plus ou moins, été réduits à travailler dans les limites du système, incapables d'offrir une vision alternative et de faire beaucoup de progrès. Leur évaluation de leur propre mouvement est que bien qu'ils soient faibles, ils sont perçus par la population comme l'unique mouvement donnant de l'espoir. Puisque ceci est lié à la marque de leur politique et parce qu'ils croient que la leur est une perspective à long terme, ils croient que leur réussite ou leur échec sera déterminé dans le futur, pas ici et maintenant.

Par conséquent, il est tout à fait clair que les maoïstes ne reviendront pas sur leur objectif de transformation sociale pour lequel ils se sont investis pendant plus d'un demi siècle. Avant de commencer à préconiser que les maoïstes devraient travailler pacifiquement pour transformer l'état et la société, il faut que les partisans de cette proposition expliquent si l'élite politique indienne permettra aux maoïstes de travailler ouvertement même s'ils sont perçus comme une menace pour le statu quo. Ce plaidoyer pour une méthode pacifique n'est-il pas aussi une ruse pour les décimer, comme cela s'est passé dans l'AP en 2004-2005 ? Le fait qu'ils aient non seulement survécu mais se soient consolidés et développés malgré les conditions les plus pénibles et que leur discours soit l'égal de leur pratique les distingue de la majorité des formations de gauche en Inde. C'est pour cette raison que, plus que n'importe quelle autre formation de gauche, ils sont placés sous le microscope. Exactement comme le succès amène les admirateurs, le succès partiel amène les critiques. Mais il est vrai que les critiques d'aujourd'hui peuvent devenir les admirateurs de demain.

Néanmoins, pour y arriver, ils devront mettre au point comment ils négocieront pour s'en sortir dans la diversité et la pluralité de l'Inde. Des batailles seront peut-être remportées militairement, mais finalement, les guerres révolutionnaires se remportent sur le front politique. Cela ne peut pas s'effectuer dans l'Inde du 21ème siècle sans la démocratie. La démocratie n'est pas une question tactique, même lorsqu'on critique la démocratie formelle comme étant inacceptable. La démocratie est et doit être la préoccupation essentielle de toutes les révolutions. Mais ce que sera la nature de cette "nouvelle" révolution reste à voir parce que un véritable défi attend les maoïstes. Les RPC sont les formes embryonnaires d'un système dans lequel les gens prennent directement part à la réalisation de leurs propres vies. C'est un pas en avant. Mais le DK a certaines spécificités pour avoir été tenu à l'écart de l'estime de l'état pendant des siècles. Tandis qu'ailleurs, ils devront garder à l'esprit que plus de cent années de lutte ont valu à la classe ouvrière indienne, rurale comme urbaine, une variété de libertés. Une bonne partie de ces libertés a été légiférée, existe sur papier ou/et est aujourd'hui attaquée. Cependant, si

les maoïstes doivent convaincre les travailleurs dans des régions où ils ne sont pas ou peu présents en ce moment, ils devront en tenir compte. Donc, comment procéderont-ils pour le faire ? Comment est-ce qu'on attire ou persuade une classe moyenne qui a l'habitude du dissentiment public et des débats et qui a un avis sur tout ? Lorsque le GS parlait de la nécessité, pour le parti, de travailler avec des centaines de millions de personnes, faisait-il allusion à cette réalité ?

Quoi qu'il en soit, la pluralité politique est devenue autant, si pas plus, une marque de l'Inde, que la diversité culturelle. Par conséquent, seront-ils capables d'accepter et de respecter le fait qu'ils deviendront peut-être une force importante mais pas forcément l'unique force ? Mais plus que jamais, le peuple veut plus que de la rhétorique pour croire que non seulement le changement est possible, mais qu'il conduira à la véritable démocratie. Il veut un modèle démocratique que seuls les maoïstes sont aujourd'hui en mesure d'organiser parce qu'eux seuls tiennent des zones de base, c-à-d quelque chose de distinct et d'en dehors du giron du système. Néanmoins, en présentant leur propre système comme supérieur ou meilleur, ils ne peuvent pas se permettre les meurtres téméraires, du genre de celui du Jammi, suivis d'excuses qui sont peu convaincantes. Par exemple, décapiter le dirigeant syndical Thomas Munda du Kulta Iron Works et affilié au CITU dans le district de Koraput, pour avoir bravé une grève générale appelée par les maoïstes, leur fera difficilement gagner l'affection de ces gens qui ne sont pas avec eux ou qui doivent encore être convaincus. Je sais qu'étant un mouvement de masse, des erreurs se produiront et des crimes seront commis. Cependant, pour moi, les éléments décisifs sont qu'ils soient prêts à apprendre et la vitesse à laquelle ils apprennent de leurs erreurs. Pas parce que la violence me dégoûte facilement. Mais les crimes atroces commis par les révolutionnaires ternissent toute la résistance, déprécient le travail altruiste de milliers de cadres maoïstes ordinaires et réduisent au silence ceux qui se tournent vers les maoïstes pour fixer des critères moraux plus élevés, parce que la révolution est une lutte pour créer un état et une société démocratique supérieure.

La révolution ne sera peut-être pas "un train express entrant en gare sans se presser" comme l'a autrefois écrit Lénine. Mais elle ne peut pas non plus signifier retour en arrière. Dans l'interview, le GS nous a dit que "en général, le peuple et les révolutionnaires maoïstes ne veulent pas la violence ni l'affrontement armé avec qui que ce soit. Ils ne prennent les armes et résistent à leurs ennemis que quand c'est inévitable et ils mènent une guerre de libération en tirant les leçons de l'histoire. Donc, nous voyons ceci comme une guerre d'autodéfense". Oui, je suis profondément d'accord avec lui. Il y a bien trop à perdre. Il est évident pour toutes les guerres de guérilla et de contre-guérilla que les erreurs tactiques peuvent occasionner une défaite stratégique. C'est pour cette raison que nous ne pouvons accepter la violence insouciant qui prend pour cible des civils ou des non-combattants alors que nous savons que, en dépit de l'opposition d'un grand nombre d'Indiens, la guerre imposée par l'état indien aux maoïstes ne cessera pas de sitôt. Mais c'est justement parce que les révolutionnaires luttent pour la vie qu'il faut qu'ils exploitent et utilisent la violence avec discipline. D'ailleurs, il est regrettable que l'appel lancé par dix groupes non-subsventionnés pour les libertés civiques ait été ignoré [11]. Ayant suscité tellement d'espoir et ayant montré, grâce à leur courage et à leur altruisme, la voie à suivre, ils ne peuvent pas se permettre de le noyer sur l'autel de l'indiscipline ou d'un raccourci. Par conséquent, à moins que le parti ne pratique la démocratie, n'aborde l'irrégulier développement politique et ne comble la différence entre leur pratique et le précepte comme au DK et dans d'autres régions, la transformation remarquable qu'ils ont amenée par leur sang et leur sueur, laquelle donne beaucoup à espérer à la population, peut se faire anéantir. Cela serait extrêmement tragique pour eux et pour le peuple de l'Inde.

Postface

Je me suis réveillé avec la lune qui brillait, vive sur mon visage. Durant le voyage de quinze jours, chaque nuit, nous avons vu la lune croître en taille. Depuis la nouvelle lune jusqu'à la pleine lune, une quinzaine se terminait maintenant. Cette nuit, ce serait la pleine lune. Il était 3h30 et je ne pouvais pas dormir. Je me suis redressé. C'était le jour où nous devions rentrer. J'avais le cœur gros. J'ai entendu Jan remuer à côté de moi. Il m'a demandé si quelque chose n'allait pas. J'ai dit que je ne pouvais pas dormir. "Je me sens un peu déprimé à réfléchir si je finirai par les revoir un jour. Ces jeunes femmes et ces jeunes hommes seront-ils là ? Les membres du parti que nous avons appris à connaître et avec qui nous avons partagé tellement de nous-mêmes, avec qui nous avons parlé, discuté et débattu si franchement, seront-ils

là ?" Il a dit "oui, cela a été assez incroyable de tous les rencontrer, et j'ai pour une fois été traité comme un grand-père. C'est quelque chose de tellement étrange pour quelqu'un comme moi qui vient de Suède, tu sais. Mais écoute, tu peux toujours revenir, tandis que moi, non seulement je deviens vieux mais je ne crois pas qu'on m'autorisera à revenir". Nous étions assis à parler à voix basse. Mais la sensation ne disparaissait pas. Donc, juste quand il fut temps de dire au revoir à la "frontière", Niti est venue vers moi et a dit, "bhai, mujhe bahut bura lag raha hai ki aap log ja rahe ho" (Mon frère, je me sens mal que vous nous quittiez tous aujourd'hui) J'ai dit que c'était aussi notre sentiment. Elle a dit : "hum yahi baat kar rahe the ki John sir se kabhi milna nahi hoga. Lekin aap vapas aayoge na ?" (Nous discutons et nous disions que nous ne rencontrerions peut-être plus jamais John Sir, mais tu viendras de nouveau, non ?). Je lui ai dit qu'elle pouvait compter sur moi, que je ne renoncerais jamais à essayer d'une manière ou d'une autre, de me frayer un chemin pour revenir les voir. Je pensais chaque mot. Que ce serait triste pour nous tous si ces hommes et ces femmes devaient mourir face à une force qui ne connaît ni n'est consciente du mobile de ces jeunes personnes. Ce que le parti signifie pour eux, pourquoi ils ont pris les armes, ce qu'ils ont accompli, pourquoi ils luttent et quels sont leurs rêves. Et pourquoi il ne faut pas que nous leur fassions faux bond et pourquoi nous devons protester contre l'extermination des vies de ces personnes, notre propre peuple.

Notes

[1] Les forces de sécurité possèdent des mortiers légers, des mitrailleuses, des lance-roquettes, des fusils INSAS, des pistolets FN35 et Glock, des mitrailleuses Hecker et Koch MP 5 et des fusils Carl Gustave Reconnaissance Recoilless. En outre, ils ont une aviation militaire fournissant des hélicoptères pour transporter les troupes dans et hors de la zone de combat et une surveillance aérienne. Les maoïstes déclarent qu'ils sont en possession de fusils INSAS, d'AK 47, de fusils automatiques et de caches d'explosifs. [The Hindustan Times, 10 octobre 2009]

[2] La guerre contre les naxals et les maoïstes a une longue histoire de carnages. Par exemple, des sources policières elles-mêmes reconnaissent qu'entre mars 1970 et août 1971, à Calcutta et dans sa banlieue, 1783 sympathisants du CPI(ML) ont été tués. Le 21 août 1971, à Baranagar, près de Calcutta, 1000 jeunes auraient été massacrés dans un seul endroit. Les échappatoires avaient été bloqués et la police surveillait chaque route. En 1973, plus de 32.000 dirigeants, militants et sympathisants du CPI(ML) étaient en prison. Rien qu'au Bengale occidental, il y avait 17.787 prisonniers, dont 12.016 étaient des jeunes et 1399 avaient moins de 18 ans. La phobie était telle que 20 incidents de fusillades contre les naxalites non armés à l'intérieur de prisons ont eu lieu entre 1970 et 1972. Le meurtre de huit prisonniers et les blessures de 60 d'entre eux à la prison de Midnapore Central le 17 décembre 1970 et les violences du 21 février 1971 dans la prison de Berhampore où dix détenus sont morts et 62 ont été blessés sont quelques uns des pires exemples. [source : Low Intensity Conflict, CPI(Maoist) pour propagation interne, année et lieu de publication non connus]

[3] "Il est très clair que des opérations anti-Naxals sont conduites dans ces districts (East Singhbhum, West Singhbhum, Khunti, Gumla, Bokaro, Giridih, Chatra, Latehar, Ramgarh et Hazaribagh) où les villageois s'opposent aux projets proposés d'aciéries, d'industries minières, de projets d'énergie, de barrages et d'usines de fer spongieux... Par conséquent, nous avons de bonnes raisons de croire que la soi-disant Opération Green Hunt ou opération anti-Naxals a pour objectif de déblayer les terres des Adivasis et autres colons locaux en faveur des entreprises plutôt que d'éradiquer les maoïstes de ces zones. Il semble que l'état intervienne essentiellement en faveur des entreprises au nom des maoïstes et que plutôt que de susciter la paix, le gouvernement produit l'insécurité dans l'état". [D'après une lettre ouverte envoyée par le Jharkhand Indigenous People's Forum, datée du 19 mars 2010, au ministre de l'Intérieur de l'Union P. Chidambaram. La lettre est disponible à l'adresse <http://www.sacw.net/article1377.html>]

[4] Etre cité dans un procès-verbal contre Kobad Gandhi déposé par la Special Cell de la Delhi Police (dans FIR No58/09, daté du 20 septembre 2009) le 18 février 2010 au tribunal de madame Kaveri Baweja, Tis Hazari, Delhi n'est pas l'expérience de vie la plus agréable. Pourtant, la mention n'est ni

peu flatteuse, ni inexacte. C'est l'intention qu'ils y attachent, ou plutôt ce que les fonctionnaires perçoivent comme mal, illégal,... qui est le problème. Ce n'est pas mon intention, c'est l'intention que les fonctionnaires me prêtent qui rend évidente la nature odieuse de l'UAPA. Le procès-verbal dit "Mr Gautam Naulakha (le MHA ne peut-il pas assurer que les noms de gens ne soient pas mal orthographiés étant donné les nombreuses années de surveillance ?) du PUDR est assez favorable envers leur groupe le CPI(Maoist) et il (Kobad Gandhi) l'a rencontré un grand nombre de fois à Delhi et à Mumbai avant son arrestation dans l'affaire présente. Il l'a aussi rencontré à la Tihar Jail, Delhi" (pp 15). La portée exacte de "assez favorable" et de "l'a rencontré un grand nombre de fois" ne se pose que parce que c'est considéré comme "illégal". En d'autres termes, une fois qu'on proscriit un parti politique, qu'on empêche que son idéologie soit propagée ou promue et qu'on qualifie également d'illégale et terroriste l'organisation et ses membres, alors, on criminalise ce qui est normal et légitime. Si la loi dit que se réunir, qu'organiser une réunion, même entre trois personnes, appartenant à une organisation proscriite est "illégal", alors ils sont autorisés à enlever la liberté physique de quelqu'un. L'appartenance à une organisation proscriite est un crime (UAPA). Par conséquent, fréquenter des membres d'une organisation proscriite est illégal aussi. Ces dispositions sont accompagnées de procédures et de règles qui étendent les pouvoirs de la police et du plaignant au détriment de l'accusé. Et simultanément, assouplissent les critères astreignants pour la collecte, le rassemblement et l'utilisation de preuves.

[5] Laissez-moi citer deux exemples : Le 8 février 2010, la Cour Suprême a donné l'ordre en vertu du Writ Petition (Criminal) No 103 de 2009 que 12 Adivasis disparus, y compris Sodi Sambho y soient présentés le 15 février 2010. L'affaire se rapportait aux victimes et aux témoins d'un massacre au village de Gompad le 1 octobre 2009. Depuis janvier 2010, Sodi Sambho avait disparu. Lorsque, sur l'ordre de la cour supérieure, elle fut amenée à Delhi par la police du Chattisgarh pour soins, personne ne fut autorisé à la rencontrer, même pas son avocat. Le temps que la cour ordonne de permettre à son avocat de la rencontrer sans que la police ne soit présente, elle avait encore une fois disparu. En réponse à ceci, le 29 janvier 2010, la cour a donné l'ordre qu'elle soit ramenée à Delhi en compagnie de 11 autres Adivasis avant le 15 février 2010. Cependant, le 9 février, la cour supérieure fut informée que dans l'exécution de son ordre, le 8 février au soir, une équipe de 300 policiers conduite par Hari Ram, un SPO, est partie à pied pour Gachchanapalli pour aller chercher sept des douze Adivasis. L'équipe de la police est arrivée à 5h le 9 février au village de Gurkha sur le chemin de Gachchanpalli, où elle a d'abord fait face à l'explosion d'une mine terrestre dans laquelle le SPO Hari Ram a perdu ses deux jambes et un autre policier a été blessé. Sur ce, l'équipe de la police a essuyé le feu des maoïstes. Le fax présenté devant la cour supérieure disait également que Gachchapalli était un foyer naxal. Puisque ni les médias ni les activistes sociaux ne sont autorisés à pénétrer dans la "zone de guerre", il n'y eu aucune confirmation indépendante de l'histoire. Toutefois, une équipe d'enquête de la Coordination of Democratic Rights Organisation (qui, entre autres, était composée de l'APCLC, l'HRL, le PDF, le PUDR, le CPCL, le NPMHR, etc) a découvert que le DGP du Chhattisgarh qui déclarait que deux SPO avaient été tués le 9 février, était moins qu'honnête. L'équipe s'est rendue dans le village de Gompad le 13 février 2010 et les villageois ont affirmé qu'un incident de cette sorte n'avait pas eu lieu. Au contraire, le 10 février, des SPO et un détachement policier ont attaqué le village de Ganchampalli, à proximité de Gompad, ont interpellé dix villageois et les ont emmenés au Dornapal Base Camp. Le chef du village, Pudiam Lakshmaiah, a dit à l'équipe que Kadithi Muthaiah (35), Kadithi Venkaiah (25), Kunjam Veeraiah (35), Kunjam Chilakaiah (32), Parisi Venkaiah (25), Parisi Veeraiah (20), Vanjam Dharma (34), Madivi Edima (32), Povasi Edima (30) et Sodi Podiya (45) avaient été emmenés de force par les SPO et la police et qu'ils n'avaient rien entendu depuis ce moment-là. Par conséquent, il est évident que les autorités du Chhattisgarh, avec la connivence du ministère de l'Intérieur de l'Union et de ses divers organismes ne reculeront devant rien pour contrecarrer les efforts effectués pour faire sortir la vérité. Ce n'est pas tout. Le 6 janvier 2010, une équipe d'activistes sociaux fut abordée par des membres de la Maa Danteshawri Swabhiman Manch et empêchée de prendre part à une padyatra (ndlt : littéralement, voyage à pied) appelée par Himanshuji de la Vanvasi Chetna Ashram au Dantewada. Les mêmes membres de cette organisation avaient attaqué la VCA. Ils avaient aussi malmené, lancé des oeufs et des pierres à des activistes sociaux. Tout ceci, qualifié de manifestation de colère adivasi contre la prétendue inclination pro-maoïste des activistes sociaux, était consciencieusement diffusé par

des médias malléables. Le fait que l'attaque du 6 janvier contre des activistes sociaux avait été menée par Soyam Mukka, fugitif dans une affaire de viol collectif d'une fille adivasi en mars 2008 (case No 84/09 de 2009) du Judicial Magistrate First Class à Konta, et que tout ceci a eu lieu sous les yeux de la police du Chhattisgarh laquelle a déclaré qu'elle était dans l'impossibilité de retrouver un seul des huit violeurs présumés, rend suspect le rôle du gouvernement de l'état, de l'administration de la police et du ministère de l'Intérieur de l'Union. Ce qui est également flagrant, c'est que les institutions de l'état, ses organismes et les médias préfèrent de beaucoup traiter avec condescendance les violeurs, les meurtriers et les pillards présumés que de permettre à la vérité d'être rendue publique. C'est cette tentative délibérée de faire taire toutes les voix et de ne permettre à aucune opinion indépendante de filtrer de la zone de guerre et d'autre part la protection donnée aux violeurs, aux meurtriers et aux pillards présumés qui fait de ceci une "guerre sale", ou plutôt une "action policière", tellement menaçante pour la vie dans la mesure où la démocratie constitutionnelle est concernée.

[6] South Bastar Division ; Pituri (Rébellion) ; West Bastar Division : Midangur (Foyer) ; Darbha Division : Moyil Gudrum (Tonnerre) ; North and South Division of Gadichiroli : Poddhu (Soleil) ; Maad and North Bastar Joint Division : Bhoomkal (Tremblement de terre) ; East Bastar Division : Bhoomkal Sandesh (Message de révolte). Mis à part ça, le Janata Sarkar publie un magazine appelé Janatana Raj (Etat populaire), le parti publie le sien propre appelé "Viyukka", son commandement militaire "Padiyora Polla", la Chetna Natya Manch "Jhankar", etc. Les groupes pratiquant le chant étaient aussi un spectacle commun.

[7] Le massacre de Jamui consiste au meurtre, prétendument par le CPI(Maoist) de 12 tribaux dont des femmes et des enfants et la blessure de 50 autres le 17 février dans les villages de Phulwaria et de Korasi du district de Jamui dans le Bihar. Le massacre a été présenté comme étant effectué en représailles du meurtre de huit cadres maoïstes le 1er février. Ceux-ci auraient été mis en état d'arrestation et ensuite tué par les policiers.

[8] Le 20 novembre 2009, des cadres armés du CPI(Maoist) ont fait déraillé huit bogies du train de voyageurs Tata-Bilaspur à proximité de la gare de Manoharpur dans le district de West Singhbhum au Jharkhand. Deux personnes, dont un enfant de deux ans, sont décédées et 51 furent blessées. Le déraillement, prétendument causé par l'utilisation de détonateurs, s'est déroulé au cours d'une grève générale de deux jours les 19-20 novembre quand, selon les dirigeants maoïstes locaux, ils demandaient que l'un de leur leader arrêté soit présenté au tribunal. D'après Samarji, secrétaire du comité région Bihar-Jharkhand-Orissa du CPI(Maoist), l'"erreur" s'est produite à cause de "nouvelles recrues trop zélées".

[9] Il y a maintenant environ 75 millions d'armes à feu en Asie du Sud, dont 63 millions appartiennent à des civils. L'Inde et le Pakistan, où il y a aussi une production locale, totalisent la plus grande partie des armes (respectivement 40 millions et 20 millions), tandis que les civils au Népal et au Sri Lanka possèdent 3 millions d'armes supplémentaires. Les civils sont la plus importante catégorie de propriétaires de fusils dans la région, totalisant bien plus d'armes que l'armée, la police et les insurgés. Voir [International Action Network on Small Arms] www.iansa.org/regions/scasia/scasia.htm.

[10] Une lecture indispensable est l'article de Utsa Patnaik "A Critical Look At Some Propositions on Consumption and Poverty" ; Economic and Political Weekly, Vol. 45, No6, 6 février 2010. Examinez également ce que le vice-président national du People's Union for Civil Liberties (PUCL), Dr Binayak Sen, a dit à la sixième I G Khan Memorial Lecture sur la "Violence and Justice in Our Times" à la Aligarh Muslim University (AMU) le samedi 13 mars 2010. Il dit que l'action contre les maoïstes ne fait qu'accentuer le problème de la malnutrition dans les régions tribales. D'après lui, la malnutrition devrait être la préoccupation la plus urgente du gouvernement. Une personne avec un indice de masse corporelle de moins de 18,5 souffre de malnutrition. Selon le National Nutrition Monitoring Bureau, 33 pour cent des adultes indiens ont un BMI de moins de 18,5. Si on décompose ceci, plus de 50 pour cent des Scheduled Tribes ont un BMI de 18,5 ou sont en état de malnutrition. "L'OMS dit que toute communauté dont plus de 40 pour cent de la population a un BMI de 18,5 est en état de famine. Selon

ce critère, un grand nombre de communautés en Inde vivent dans un état de famine. L'Orissa aussi, dont 40 pour cent de la population est en état de malnutrition, a le profil requis". La campagne militaire contre les maoïstes et le déplacement des tribaux, a-t-il souligné, ne font qu'aggraver les choses. "Le gouvernement déplace un grand nombre de personnes de la base de ressources même sur laquelle elles subsistent. L'utilisation de mots tels que dommages collatéraux par le gouvernement est dangereuse étant donné que les maoïstes ne portent pas d'étiquette sur leur front".

[11] La déclaration indique : "Depuis le transfert de pouvoir en 1947, il n'y a pas eu une seule année où le gouvernement n'a pas combattu notre peuple, à commencer par la répression de la révolte de Telengana (1946-51) suivie par la guerre contre le Jammu et Cachemire, le peuple Naga, contre les habitants de Manipur, d'Assam, etc. Les enquêtes des groupes pour les libertés civiles et les droits démocratiques, dont le PUDR, ont mis en évidence le fait que de tels guerres/conflits armés sont intrinsèquement des "guerres sales" où les pertes se produisent sous formes de rencontres, de meurtres en détention, de disparitions forcées, de bombardement de mortier, d'opérations de bouclage et de perquisition, de détentions arbitraires, de torture et de viol. Nous craignons que, dans son ampleur et son envergure, cette nouvelle guerre contre les naxalites/maoïstes englobera essentiellement neuf états. Le fait que la zone de guerre comprenne surtout des régions tribales au "coeur" de l'Inde, qui est riche en minéraux et où le spectre de l'accaparement des terres, du déplacement hors des forêts, de la privation des ressources en eau et de l'attaque contre les sources de revenu de la population est dangereusement proche, rend cette guerre particulièrement épouvantable. Nous sommes persuadés que cette guerre n'est ni plus ni moins qu'une tentative d'affaiblissement de la redoutable résistance proposée par notre peuple contre la politique néo-libérale du gouvernement de l'Inde. La résistance ne comprend pas seulement des luttes dirigées par les maoïstes/naxalites (du CPI-(ML) New Democracy au CPI(ML) Liberation) mais d'autres organisations comme le PSBJC au Bengale occidental, le CMAS à Narayanpatna, le mouvement des ouvriers au Gorakhpur, les ouvriers agricoles dalits sans terre conduits par le All India Kisan Mazdoor Sabha dans les districts ruraux autour d'Allahabad (UP), le NBA et d'autres éléments du NAPM ont même mené des luttes, notamment la lutte de Kalinganagar menée par le CPI parmi d'autres. La contribution de cette pluralité de luttes, de natures différentes mais même d'intention différente, est ce qui a nourri la résistance. Nous, les sous-signés, sommes convaincus que les naxalites/maoïstes sont choisis très précisément parce qu'ils ont offert la résistance la plus acharnée contre les politiques néo-libérales du gouvernement indien, laquelle a servi de coup de fouet pour la résistance globale proposée par les autres groupes et partis. Jusqu'à présent, la résistance collective a contrecarré l'exécution, par des sociétés indiennes et étrangères, de plus de cent MOU au Chhattisgarh, en Orissa, au Jharkhand, etc. Nous croyons que cette guerre se déroule précisément pour permettre aux sociétés de mettre en application les MOU secrets qu'elles ont signés avec les divers gouvernements d'état. Nous soutenons toutes les formes de résistance contre cette guerre féroce déclenchée par l'état contre notre propre peuple pour le développement des entreprises. Cependant, nous conseillons vivement à toutes les parties en guerre de déclarer leur adhésion sans équivoque à la Convention de Genève et aux autres lois internationales afin de garantir que ne soient pas fait de tort aux civils/non-combattants. Nous croyons que l'éthique de la guerre, telle que garantie dans l'Article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949, impose aux parties, même d'un conflit interne, de respecter certains principes fondamentaux de comportement humanitaire au cours d'une guerre/conflit armé et que cela engage non seulement les gouvernements mais aussi les insurgés/rebelles/révolutionnaires. En outre, le Protocole additionnel II de 1977 à la Convention de Genève ajoute à l'Article 3 quelques dispositions particulières où les guerres ont lieu au sein d'un pays. Nous souhaitons faire remarquer que les questions de légalité, de réciprocité ou d'applicabilité des principes moraux à la base des Conventions de Genève et du Protocole II ne peuvent pas être utilisées comme excuse pour nier ces principes qui gouvernent la guerre/conflit armé, et peuvent être respectés et exécutés par tous les camps en guerre dans la mesure où leur propre personnel de combat est concerné". Publié par Kranti (APCLC), Negriechon (NPMHR) et Asish Gupta (PUDR) au nom de : APCLC, APDR(West Bengal), Bandi Mukti Morcha, COHR, CPDR (Mumbai), MASS, NPMHR, PCHR (Haryana), PDF (Karnataka) and PUDR (Delhi). Décembre 2009